

Rouge

Ecole :

la trahison
de Chevènement

P. 4 et 5

M 1578 N°1125 6,50F

Hebdomadaire de la Ligue communiste révolutionnaire (IV^e Internationale)

7 au 13 septembre 1984

Mitterrand chez le monarque sanglant

Imaginez que François Mitterrand se soit rendu en Union soviétique alors que trois dissidents venaient de trouver la mort dans les camps du régime. De Chirac à Le Pen, de Montand à Glucksmann, on aurait vu les défenseurs des « valeurs occidentales » monter au créneau pour dénoncer la complicité des dirigeants français avec les bonzes du Kremlin.

Mais que l'hôte de l'Elysée se rende au Maroc, au moment où trois opposants perdaient la vie à la suite d'une grève de la faim de deux mois dans leur prison, voilà qui ne provoque aucun cas de conscience parmi les brillants pourfendeurs du « totalitarisme », sur nos écrans de télévision. Qu'étaient-ils, après tout, ces empêcheurs de visiter tranquillement le palais de Hassan II ? Des « bougnoules », des socialistes, des marxistes... Et ils luttèrent, ces irresponsables, pour des choses aussi insignifiantes que la dignité et le respect de la personne humaine, c'est-à-dire pour l'obtention d'un statut de prisonnier politique.

Comment ne pas être révolté devant le cynisme de ces « faiseurs d'opinion » qui ne se troublent que lorsque cela leur permet de justifier l'effort de guerre de Reagan, mais affichent une large compréhension pour l'un des régimes les plus corrompus et les plus brutaux de toute la planète, sous prétexte, probablement, qu'il est une des pièces-maîtresses du dispositif de l'OTAN en Méditerranée ? Comment ne pas être indigné devant le silence complice d'un président porté au pouvoir parce qu'il se revendiquait de la démocratie et du socialisme, mais pour qui passe désormais au premier plan les ambitions régionales de l'impérialisme français ?

Et comment ne pas être écoeuré par le silence de dirigeants socialistes qui n'ont pas un mot pour condamner les pratiques d'un monarque sanglant et qui ne conçoivent plus leur rôle que comme des relais de la politique gouvernementale dans tous les domaines ? Nous avons déjà une lourde dette envers le peuple marocain que le colonialisme français écrasa des décennies durant. Elle vient de s'alourdir un peu plus. Le séjour de Mitterrand au Maroc ne mérite pas d'autre réaction. Qu'elles qu'en soient les retombées diplomatiques dans un proche avenir.

Fabius aux patrons : *enrichissez-vous !*

*On
s'occupe
du
reste...*



REPERE

IMPOTS

5% = 75F = 4 000F

En réduisant les impôts de 5 % pour tous les revenus, le gouvernement nous a livré une information importante : Fabius et Bérégovoy, qui certainement savent compter, ne connaissent pas le sens des mots les plus simples. Nous n'exagérons pas : « l'égalité », par exemple, ils ignorent ce que cela veut dire !

La preuve : leur mesure d'allègement des « prélèvements obligatoires » aboutit à une économie de 75 francs des impôts payables pour 1984 par une famille populaire et à une réduction de 4 000 francs pour un ménage à hauts revenus. D'où notre équation : 75 = 4 000 = 5 %.

On voit donc qui gagne avec cette mesure, et qui perd. En effet, certains perdent en ce moment : les hausses de l'été, depuis deux mois, ont frappé. Prenons un seul exemple, le prix du litre d'essence : il suffit de faire 4 000 kms avec une voiture moyenne à une vitesse modérée pour perdre le « bénéfice »

de cette réduction de 75 francs d'impôts, à cause de la seule augmentation des taxes sur les carburants. Ces sommes que nous avons déjà payées, le fisc ne nous les réclamera pas en 1985. Nous voilà bien avancés !

Il y avait une grosse part de bluff avions-nous dit à l'annonce d'une diminution d'impôts. Ce bluff lui-même n'aura pas duré bien longtemps. Du moins pour les travailleurs, dont les revenus sont faibles ou moyens. Quant à ceux qui, trop peu fortunés, ne paient pas d'impôts, bien sûr, ils paient quand même les augmentations des taxes...

Autrement dit, en reprenant les mots les plus simples de la République : au nom de « l'égalité » à la Fabius, les riches ont plus de « liberté » pour s'enrichir. C'est ce qu'on appelle la « fraternité » nationale, le « consensus » ou bien, ces jours-ci, la « décrispation ». Voyez à qui cela profite !

Pierre Rème

Silésie, tous deux anciens membres de la direction clandestine provisoire (TKK) du syndicat polonais, ont été condamnés le 31 août à deux mois de prison ferme. Ils ont été interpellés à Wrocław au moment où ils déposaient une gerbe devant le dépôt des tramways de la rue Grabiszynska, là où en août 1980 a démarré la première grève dans la région. Qualifiant leur arrestation de « coup monté », Lech Walesa a déclaré peu après que « n'importe qui, n'importe où en Pologne, aurait pu être arrêté pour les mêmes raisons ».

Ainsi, deux dirigeants de Solidarnosc récemment amnistiés ont été remis en prison. Le choix des victimes par la junte de Jaruzelski ne laisse cependant rien au hasard : très populaires dans leur région, Frasnyniuk et Pinior sont par ailleurs les pères de la stratégie dite de la « ligne des usines », qui place la grève générale et la lutte pour le pouvoir des travailleurs dans les entreprises au centre des préoccupations du mouvement syndical. Leur emprisonnement vise à priver le courant le plus intransigent du mouvement social polonais de ses porte-parole.

Il s'agit aussi d'un signe de la politique que veut poursuivre Jaruzelski après avoir été forcé de libérer la quasi totalité des prisonniers politiques : une guérilla incessante à l'encontre des militants libérés et de Solidarnosc dans son ensemble. Il est de la responsabilité de tous ceux qui soutiennent le combat de Solidarnosc de réagir sans tarder à cette nouvelle provocation de la junte polonaise. **Envoyez les motions et prises de position à l'ambassade de Pologne, 1, rue Talleyrand 75007 Paris.**

venant étayer ces affirmations gratuites.

En fait, ces arrestations sont la réponse répressive aux diverses manifestations qui ont eu lieu pour protester contre la politique d'austérité de Blanco. Il y a deux semaines, les étudiants de l'université de la capitale avaient manifesté contre l'augmentation de 150 % du prix des livres et de 30 % de celui des transports. Arrestations préventives aussi ; elles ont été décidées alors que la République Dominicaine s'appête à signer un nouvel accord avec le Fond monétaire international (FMI), lequel prévoit une hausse de plus de 25 % des carburants.

Déjà, les mesures d'austérité dictées par le FMI avaient provoqué, le 25 avril dernier, des émeutes de la faim faisant cinquante morts et deux cents blessés.

Le Front de la gauche dominicaine (qui regroupe une dizaine d'organisations dont le Bloc socialiste) a dénoncé, après les arrestations, la militarisation du pays, les occupations militaires des locaux politiques et « l'intense répression » engagée contre « le mouvement populaire » de protestation contre la hausse du coût de la vie.

CHILI

Manifestation le 11 septembre à Paris

A l'occasion du onzième anniversaire du coup d'Etat de Pinochet, et en solidarité avec la lutte des travailleurs chiliens, une manifestation est organisée à Paris le mardi 11 septembre à 18 h 30, de la gare Montparnasse à l'esplanade des Invalides. La LCR soutient cette initiative et appelle ses militants et sympathisants à y participer nombreux.

MAROC

Un rassemblement de solidarité

Plusieurs centaines de personnes se sont rassemblées le 3 septembre devant l'ambassade du Maroc à Paris, pour protester contre l'assassinat de plusieurs opposants dans les prisons de Hassan. Ce rassemblement était organisé par l'Association des Marocains en France, l'Association des travailleurs marocains en France et la Comité de lutte contre la répression au Maroc.

Plusieurs organisations françaises s'y étaient jointes, dont le PCF, le MJCF, Droits socialistes de l'homme et de la LCR.

Après Claude Poperen du bureau politique du PCF, notre camarade Alain Krivine prit la parole. Il appela à l'élargissement de la protestation, dénon-

ça la visite de Mitterrand chez le monarque sanglant et rappela que les anti-impérialistes français avaient, à l'égard du peuple marocain, un devoir de solidarité d'autant plus grand, que le colonialisme tricolore maintint ce pays sous sa coupe durant de nombreuses années.

POINT DE MIRE

REFUGIES BASQUES

Pas d'extradition

Sept militants nationalistes basques sont actuellement détenus en France et menacés d'extradition vers l'Etat espagnol, après l'avis favorable émis par la Cour d'appel de Pau. Ils attendent désormais le verdict de la Cour de cassation devant laquelle ils ont introduit un recours. Mais leur sort dépend en réalité du gouvernement français, qui possède seul le droit de les extrader.

Pour préparer l'opinion à un acte scélérat, les responsables français arguent fréquemment du fait qu'en cas d'extradition, les membres présumés de l'ETA seraient remis entre les mains de la justice espagnole, ce qui leur épargnerait les tortures de la Garde civile.

Comment croire à cette séparation des pouvoirs dans un Etat modelé par quarante ans de franquisme ? Le témoignage de Marisol Trebino, reproduit par le quotidien basque Egin, le 17 mars dernier, illustre la façon dont l'appareil répressif foule aux pieds les droits en principe reconnus à tous les citoyens : « Dès que je suis arrivé à la préfecture, ils ont commencé à me frapper sur la tête sans arrêt. Ils ont ramené une feuille où étaient inscrits mes droits et ils riaient et riaient en disant : "Tu peux toujours le lire, ils ne servent à rien." Et les coups reprenaient jusqu'à ce que j'ai perdu connaissance (...) Ils ont pris les électrodes et les ont appliquées sur ma nuque, puis, comme je criais, ils m'ont enfourné un mouchoir dans la bouche, tout en m'insultant. Et ils disaient : "Ici, on ne frappe pas..." »

Après cela, les mots sont inutiles pour justifier notre refus des extraditions. Au mois d'août, notre camarade Alain Krivine s'est adressé à Robert Badinter, au nom de la LCR, du PCML et de la Fédération de la Gauche alternative, pour exiger le respect du droit d'asile dans notre pays. Le Garde des sceaux vient de lui répondre en ces termes :

« Vous exprimez d'abord vos préoccupations au sujet des difficultés qu'ils rencontrent pour obtenir le statut de réfugié, et de l'assignation à résidence de certains d'entre eux. Je dois vous indiquer que ces questions ne relèvent pas du ministre de la Justice mais sont de la compétence de l'OFPPA (ministère des Relations extérieures) d'une part, du ministère de l'Intérieur et de la décentralisation d'autre part.

« Vous vous inquiétez également de l'extradition éventuelle de basques espagnols vers l'Espagne. Des procédures judiciaires sont en effet en cours actuellement, et la Chambre d'accusation de Pau vient d'émettre un avis favorable à l'égard de sept ressortissants espagnols. Les intéressés ont formé un pourvoi en cassation, et la Cour suprême ne s'est pas encore prononcée.

« A l'issue de la phase judiciaire, comme vous le savez, la décision à prendre sur une demande d'extradition relève de la politique gouvernementale et au premier chef du Premier ministre. Si vous souhaitez exposer vos préoccupations à ce sujet, il conviendrait donc que vous saisissiez M. le Premier ministre.

Cette fin de non-recevoir ne peut que nous inciter à préparer, dans toutes les villes de France, des actions de masse pour la défense d'un droit démocratique fondamental.

Christian Picquet

CONFECTION PARIS

Un atelier occupé

Onze travailleurs turcs occupent leur atelier de confection, Boulevard de la Villette, depuis plus de trois semaines. Ils n'ont pas touché de salaire depuis trois mois, ne connaissent pas les congés payés et ne sont pas couverts par la Sécurité sociale, leur patron refusant de payer ses cotisations. Ils ne veulent plus travailler dix à treize heures par jour, aux pièces et en ont assez d'être astreints aux corvées. Mercredi 28 août, le patron rencontrant les grévistes, a refusé d'accorder la moindre revendication — à l'exception du droit de visite médicale annuelle (!) —. En infraction à la loi du travail sur presque tout... et le reste, il utilise à répétition l'argument : entre Turcs (puisqu'il l'est également) on ne doit pas se faire d'ennuis. La semaine dernière, un coup de téléphone anonyme menaçait les grévistes de plastiquage de leur atelier.

La lutte est animée par un comité de grève, soutenu par la CFDT. Un comité de solidarité se met en place, des habitants du quartier, des organisations, dont l'UL CGT, la

LCR... apportent leur soutien moral, financier, et militant. Dimanche 2 septembre, se tenait une fête de solidarité où un représentant du comité de grève soulignait l'importance de la lutte pour arracher aujourd'hui les revendications comme pour contribuer demain à renforcer l'organisation des travailleurs des ateliers de confection, nombreux dans la région parisienne.

Ils ont besoin de tous les témoignages de solidarité, et peuvent être contactés à l'adresse suivante : Atelier Laknes, 33, bd de la Villette, 75 010 Paris. Tel : 245 10 78.

POLOGNE

Frasyniuk et Pinior emprisonnés de nouveau !

Wladyslaw Frasnyniuk et Jozef Pinior, deux présidents successifs du comité régional de grève de Solidarnosc de Basse-

REPUBLIQUE DOMINICAINE

Des dirigeants du Bloc socialiste sont arrêtés

Plus de cinquante dirigeants syndicaux et responsables politiques ont été arrêtés, depuis une semaine, en République Dominicaine. Parmi eux figurent plusieurs dirigeants du Bloc socialiste, Rafaël Taveras, Edgar Ericson, Jose Villa, des membres du Front de la gauche dominicaine et le secrétaire général de la CGT, Julio de Pena Valdez.

Le prétexte utilisé par le gouvernement social-démocrate de Jorge Blanco est l'existence d'un complot d'« éléments de gauche » qui fomentaient un renversement du pouvoir pour instaurer un « système socialiste ». Prétexte bien mal choisi, vu le peu de preuves

ABONNEMENT A DOMICILE

	FRANCE DOM-TOM	ETRANGER
1. AVEC LA PRESSE DE LA LCR 52 Rouge + 11 Critique communiste + les numéros hors série de Critique communiste	450 F	500 F
2. SIX MOIS D'EXPERIENCE DE L'HEBDO ROUGE 6 mois = 24 numéros	160 F	
3. CONNAITRE LE MENSUEL CRITIQUE COMMUNISTE 1 an = 11 numéros	150 F	170 F
4. CAHIERS DU FEMINISME 5 numéros	65 F	75 F
5. INPRECOR 1 an = 25 numéros	250 F	250 F
Abonnements par avion : nous consulter		

Nom _____

Prénom _____

Adresse _____

Formule choisie _____

Règlement à l'ordre de PEC,
2, rue Richard-Lenoir 93100 Montreuil
Tél : 859 00 80

Rouge

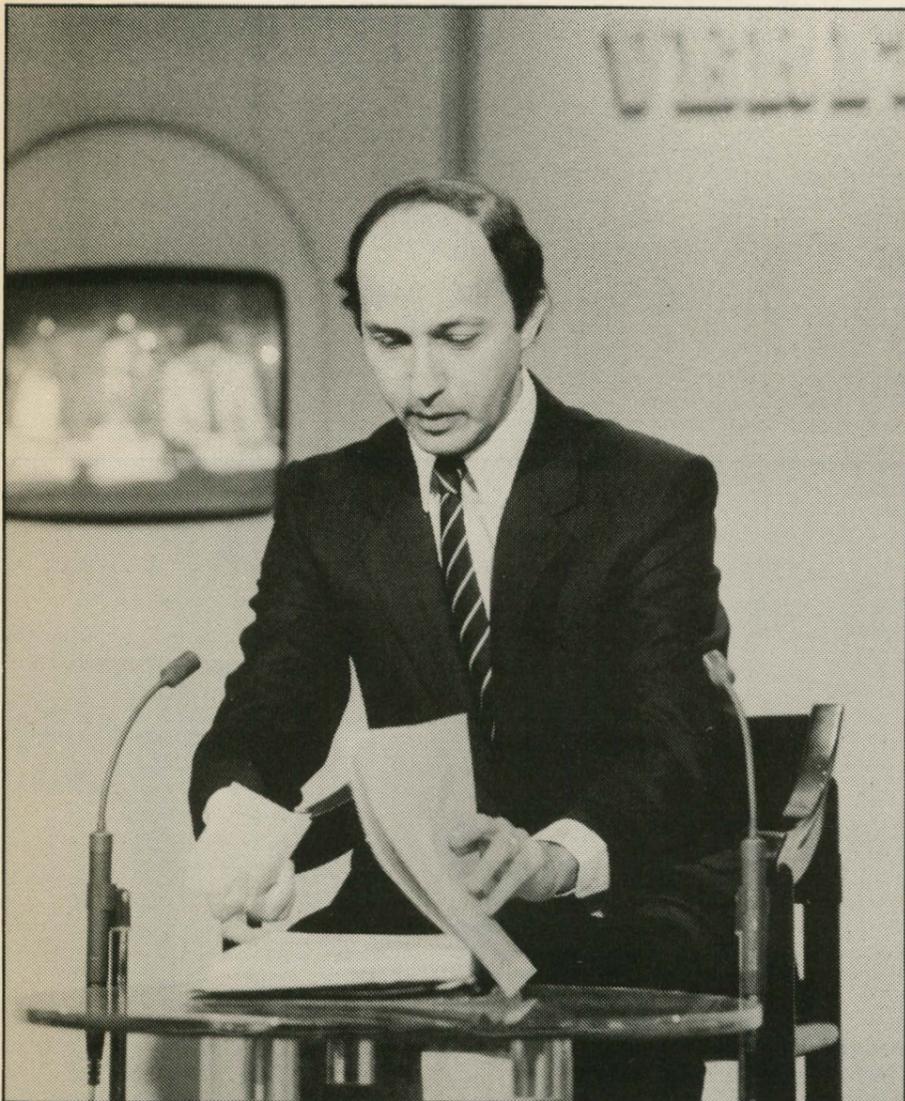
● Edité par la société Presse-Edition-Communication (PEC)

● Imprimerie Rotographie, Montreuil. Tél : 859 00 31

● Directeur de publication : Christian Lamotte

● Commission paritaire 63922

● Rédaction-administration : 2, rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil. Tél : 859 00 80 (lignes groupées)



RENTREE 1984

L'heure de vérité

Fabius passe à « l'Heure de vérité » d'Antenne 2. L'heure de vérité du gouvernement Mitterrand-Fabius, les laïques la connaissent. Elle s'appelle capitulation en rase campagne devant Guibertau et les évêques.

L'heure de vérité, les licenciés de Citroën la connaissent de près : acceptation des licenciements demandés par le patron, matraquage des licenciés devant les cages racistes d'Aulnay. Rien à attendre de ce gouvernement, tout à en craindre...

1. Une nouvelle situation politique

Il est évident que la droite voit son offensive freinée. Volant de succès électoral (les européennes) en offensive de masse et de rue (le 24 juin de l'école privée), elle semblait à peu d'encablures du pouvoir.

Mitterrand ne l'a pas affrontée. Il lui a cédé. Procès d'intention ? Allons donc. Chevènement s'empresse, sous directive présidentielle, de concocter une retraite, approuvée par le PS, le CNAL et la FEN, applaudie par Guibertau, les évêques et la droite. Exit le thème mobilisateur du RPR et de l'UDF, car satisfaction a été donnée à l'UNAPEL... et à l'Eglise.

Mitterrand va plus loin pour esquiver l'offensive de la droite. Il tente une opération visant au ralliement d'une partie d'entre elle. Et ce pour constituer une « troisième force », nouvelle majorité remplaçant à terme l'union du PS et du PCF, cherchant les faveurs et la bénédiction de la bourgeoisie parce que capable de conserver la paix sociale en menant à bien les tâches patronales de modernisation.

Et voilà le climat des sphères politiques

changé. Hier, la rue et les slogans, aujourd'hui, la cohorte des décriés.

Tout ça ne serait que politicaillerie méprisable si... Si l'austérité ne prenait un visage plus précis, plus affirmé. Le budget 1985 sera un modèle classique du genre « rigueur ». Chute des crédits des équipements collectifs, hausse des tarifs publics, baisse des traitements des fonctionnaires pour enfoncer le coin de la désindexation. Et bien sûr, un nouveau cortège de dégrèvements fiscaux pour les patrons, notamment la baisse de la taxe professionnelle, qui fera augmenter les impôts locaux des ménages.

Comme symbole (et signe avant-coureur) de cette politique, à Citroën, Joxe, nouveau ministre de la police, joint la matraque des CRS aux licenciements autorisés par le gouvernement Fabius et aux cages à immigrés mises en place par le patronat de Citroën-Peugeot-Talbot.

Mitterrand aborde donc en cette rentrée un virage visant à renier sa base électorale et à s'émanciper de la majorité parlementaire. Comme pour bien montrer que le thème des libertés n'est plus le sien, Mitterrand négocie avec la police et l'Etat espagnol la livraison des réfugiés politiques



basques définis par les deux gouvernements comme « agitateurs voulant renverser les institutions républicaines par la violence ». Qui d'autre se sent visé?...

2. Les limites d'un projet

Ce qui sert la démarche du locataire de l'Elysée, c'est à la fois l'absence de mouvement d'ensemble des luttes ouvrières et le désarroi parmi les travailleurs, la déconfiture et le discrédit de l'Union de la gauche, le manque de direction politique homogène d'une droite traditionnelle en proie aux divisions.

Mais voilà... De la « décripation » à une véritable alliance avec ces « cadets » impatients de la droite, il y a un fossé que le gros bloc RPR et le cartel UDF ne sont pas prêts de franchir. Ils résisteront avec vigueur à cette dynamique qui signifierait l'éclatement de leurs forces. Les états-majors restent sur la perspective d'une défaite de la gauche, d'autant plus que le langage radical des fascistes du Front national les poussent à se montrer plus énergiques.

Le départ du PCF, s'il tend à rendre crédible l'entreprise de recomposition d'une majorité, fragilise le gouvernement Fabius. Gouvernement de toutes les tendances du PS, il est vulnérable à n'importe quelle lutte d'ampleur, qui buttera sur un tampon de gauche moins efficace que la coalition PS-PCF au gouvernement.

Enfin et surtout, Mitterrand n'est pas l'élu de la bourgeoisie. Celle-ci, dans son ensemble, n'a pas (encore — si elle le fait jamais) opté pour une formule de consensus avec la social-démocratie pour assurer la sauvegarde de ses profits dans les années à venir.

3. Combattre l'austérité, pour une politique au service des travailleurs

Sa naissance et sa fonction sont identiques aux gouvernements Mauroy précédents. Composé essentiellement d'un parti ouvrier — le PS —, il gère la crise économique du capitalisme au compte du patronat. Ce qu'avait fait auparavant la coalition gouvernementale PS-PCF (radicaux... de gauche). Alors, qu'est-ce qui dicte une nouvelle attitude?

Simplement ceci : en trois ans, la plupart des travailleurs du pays ont fait l'expérience concrète, dans leurs feuilles de paie et dans leur lettre de licenciement, de ce qu'était une politique gouvernementale qui sert les intérêts des possédants.

Et puis les ouvriers savent compter : 2 300 000 chômeurs, baisse du pouvoir d'achat à cause de la désindexation, forfait hospitalier et chute des indemnités chômage, tout cela est palpable et le fruit de la politique du PS et du PCF, reprise et accentuée par Fabius.

Alors il faut dire franchement qu'il n'y a rien à attendre de ce gouvernement, qu'il

y a tout à craindre de sa politique qui rebaptise « modernisation » les licenciements et « rassemblement » la collaboration avec la droite et les patrons.

C'est l'ensemble de la politique de Fabius qu'il faut combattre, c'est globalement la politique de ce gouvernement qu'il faut battre par les luttes.

D'autant que la main tendue à la droite décripée est une courte échelle à l'ensemble de la droite dans la voie du retour au pouvoir. Quoi de plus légitime que Barre et son austérité, que les hommes politiques de droite, puisque, battus par la gauche, ils sont l'objet, trois ans après le 10 mai, de toutes les sollicitudes de Mitterrand et de Fabius.

Ce combat, c'est dans l'unité que les travailleurs le menent pour la satisfaction de leurs revendications et c'est dans le cours de leur mobilisation, qu'ils s'adressent aux députés du PS et du PCF pour leur rappeler qu'ils ont des comptes à rendre, pour exiger d'eux qu'ils refusent le budget d'austérité, et qu'ils s'opposent à la fermeture de Creusot-Loire et aux licenciements à Citroën.

Mais il faut que s'affirme à l'échelle de toute la classe ouvrière une autre politique, anticapitaliste, celle que ferait un gouvernement des travailleurs. Féconder l'expérience faite par les travailleurs de trois ans de collaboration de classe menée par le PS et le PCF d'un contenu révolutionnaire, de la perspective d'une alternative anticapitaliste, tel est l'objectif de la LCR.

4. Bâtir le « tous ensemble », construire l'alternative

La perspective demeure plus que jamais celle du mouvement d'ensemble de la classe ouvrière, seule à même de dénouer la situation en faveur des travailleurs. Réaliser cet objectif, c'est combiner deux tâches indissociables : répondre coup pour coup à l'austérité, et jeter les jalons d'une alternative anticapitaliste à la crise des organisations traditionnelles du mouvement ouvrier.

Cela signifie d'abord que la LCR se battra pour les 35 heures et zéro licenciement, pour l'échelle mobile des salaires et contre le budget 1985.

Dans le même temps, elle proposera comme perspective politique aux travailleurs combattifs, français et immigrés, aux militants syndicaux et politiques venus des grandes organisations de gauche, aux organisations qui se réclament de la lutte des classes, la construction d'une large force unitaire qui s'oppose à l'austérité et à l'offensive de la droite, qui se bat pour un mouvement d'ensemble, qui opte pour la rupture avec le capitalisme.

Unifier les forces éparses mais disponibles à la lutte anticapitaliste, aider à la réalisation du mouvement d'ensemble de la classe ouvrière, voilà ce que se propose de faire la LCR.

Jean Lantier

PROJET CHEVENEMENT

De profundis !

C'est Jean Poperen qui le dit : « Nous sommes allés en deça de nos ambitions, de nos engagements, surtout sur la titularisation des maîtres du privé. Le gouvernement a battu en retraite. »

Pour ou contre, les analyses du projet Chevènement sont unanimes sur sa signification politique. Le ministre de l'Education nationale, écrit Bruno Frappat du Monde, « aura signé l'acte de décès de l'unification

L'enjeu d'une rentrée

D'une année sur l'autre, à petites doses d'accoutumance, les dégradations s'additionnent. Les écoles primaires, si elles bénéficient dans leur ensemble, pour quelques années, d'un creux démographique, sont mises à contribution par suppressions de postes, et fermetures de classes ; le ralentissement de la natalité ne sert pas à améliorer la qualité de l'enseignement, mais à faire des économies.

Dans les collèges et lycées, l'arrivée de plusieurs dizaines de milliers d'élèves supplémentaires, n'est pas compensée par des créations de postes d'enseignants. Les effectifs augmentent dans les classes, comme à Reims où sont signalées des Terminales à plus de 45 élèves.

Les chefs d'établissement se font aussi plus exigeants pour les redoublements ou les inscriptions des élèves au-delà de seize ans.

Dans le même temps, les restrictions de crédit empêchent un certain nombre de collèges de satisfaire aux obligations des programmes nationaux : telle langue vivante n'y est plus enseignée, tel horaire français y est réduit.

Les effets pédagogiques de l'austérité justifieraient l'adoption d'urgence d'un collectif budgétaire par l'Assemblée.

Dès avant l'échéance d'automne du budget 1985, celui-ci prévoit la suppression de huit cents postes d'instituteurs, et la création de moitié moins de postes dans les lycées et collèges par rapport au précédent budget dont les effets s'appliquent en cette rentrée.

Une large mobilisation des enseignants, des pa-

rents et des lycéens, pour défendre sans complexe les conditions matérielles de travail à l'école représente la seule brèche possible dans le dispositif de choc de Fabius. Elle serait aussi la meilleure réponse à l'offensive réactionnaire qui s'étale dans les livres comme à la télé, en faveur de la réhabilitation de l'élitisme et de la sélection sociale.

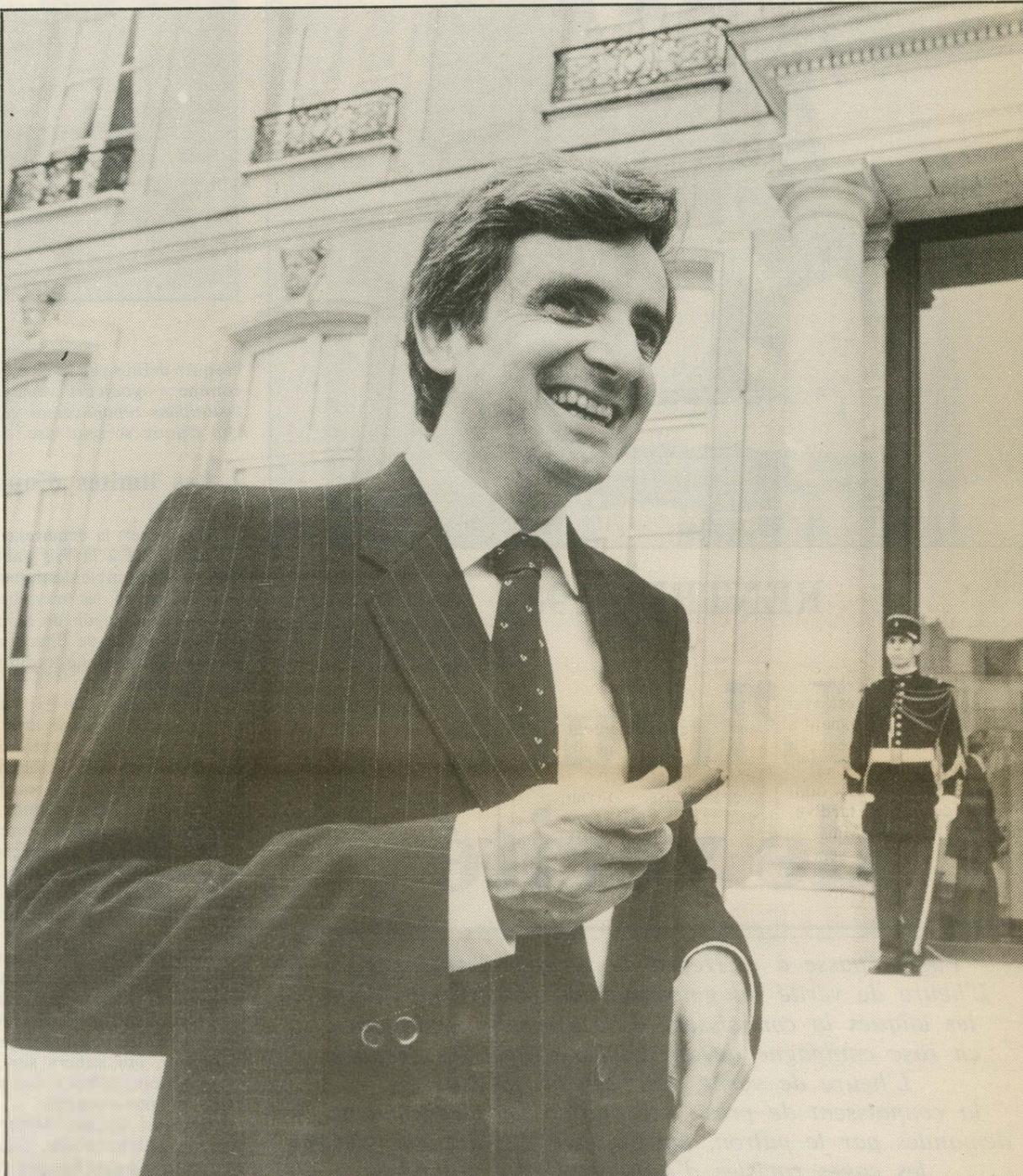
Comme s'il ne suffisait pas des reculs de la FEN, Bergeron et le PCI y rajoutent la division, espérant lancer FO parmi les instituteurs à l'occasion des élections professionnelles de novembre.

Le tableau du trimestre est donc vite brossé : entre la défaite laïque, l'austérité budgétaire, la scission FO, l'unification des syndicats de droite de l'Education nationale dans une féderation de la CGC, et le matraquage anti-enseignant (où la « deuxième gauche » rejoint la nouvelle droite), quelques éléments d'éclatement du milieu, de polarisation politique et de découragement sont réunis.

« Profs, l'ère du doute », titre le Monde de l'Education. Eh bien, non. Le spleen, ras-le-bol. Il y a encore une force importante dans les établissements qui ne trouve pas honteux d'exiger des crédits pour l'école, qui ne fait pas son deuil de l'unité syndicale, qui n'a pas rejeté la « réforme Savary », pour emboucher les trompettes de la « contre-réforme » réactionnaire.

Que cette force s'exprime, s'organise, pour faire pencher le plus grand nombre du bon côté. Voilà l'enjeu de la nouvelle année scolaire.

Nicolas Jeanson



S'il y a une évolution minime entre Savary et Chevènement, elle est en faveur de la hiérarchie catholique.

laïque du système français d'enseignement ». Selon René Haby, un des prédécesseurs giscardiens de Chevènement, « on a rarement constaté un retournement aussi fondamental dans une politique. Je m'en réjouis, bien sûr, mais quelle volte-face ! ». Et l'Humanité confirme, en titrant le 31 août, : « Le grand service public au placard ». Le même jour, Michel Bouchareissas, secrétaire général du CNAL, dresse ce bilan dans Libération : « Il est clair qu'il n'est plus dans les intentions du président de la République, sous son septennat en tout cas, d'aller vers la réalisation d'un grand service public unifié qui verrait la fusion des deux systèmes. L'abandon de la thèse de l'unification qui a été celle de la gauche depuis 1972 nous amène, c'est un constat, à l'antithèse, c'est-à-dire la reconnaissance par le gouvernement des deux systèmes. » Ainsi va la politique de « rassemblement na-

tional »... Quel en est le prix ? C'est ce que révèle l'examen des trois principales mesures proposées par le nouveau ministre.

Le prix de l'union nationale

1. L'abrogation d'un privilège indéfendable du privé.

Le privé ne pourra plus mettre l'Etat devant le fait accompli de la création de nouvelles classes. Désormais, il sera soumis aux mêmes règles de financement que le public. Cette « concession » du privé était acceptée depuis 1981. Et voilà le poids que lui accorde René Haby : « Cette proposition me semble tout à fait acceptable, normale même, mais plutôt que de faire plaisir aux laïcs, il me semble qu'il leur donne en fait une sucette ». Telle est la grande avancée des mesures de Chevènement...

2. La participation des collectivités locales.

On se souvient que l'obligation de financement par les communes, contenue dans la loi Savary avait fait bondir nombre d'élus locaux de gauche. Chevènement ne s'en écarte pas : « Toutes les municipalités devront payer le forfait communal, y compris celles qui s'y refusaient jusqu'à présent », se réjouit Pierre Daniel, le président de l'UNAPEL. La principale innovation réside dans la possibilité pour les communes de payer leur contribution en « nature ». A ce sujet, Pierre Daniel rappelle opportunément que « ce paiement en nature est prévu dans la loi Debré (...). Il s'agit simplement de solutions pratiques destinées à améliorer la gestion : par exemple, des achats groupés de fuel ».

3. Le statut des enseignants du privé.

Chevènement n'y touche

pas. La dépendance des maîtres à l'égard de l'employeur privé, et la pression des relations clientélares sur les pratiques pédagogiques continueront de s'exercer. Une modification cependant, de forme, dans la nomination des maîtres : l'initiative en reviendra aux recteurs académiques, et non plus aux chefs d'établissements, comme le prévoyait la loi Debré (1959), avant que la loi Guerneur (1977) n'inverse la procédure.

Retour à la loi Debré

En résumé, le gouvernement a fait le choix d'un retour à la loi Debré, contre laquelle les laïcs en leur temps avaient réalisé une imposante mobilisation et réuni onze millions de signatures sur une pétition nationale... On comprend

INTERVIEW DU PRESIDENT DE LA FEDERATION DE L'ENSEIGNEMENT PRIVE CFDT

« Nous ne voulons pas être les laissés-pour-compte »

●●●

que Pierre Daniel insiste : « La reconnaissance de la loi Debré par un gouvernement de gauche est, je le répète, un progrès important. » Encore faut-il préciser que, sur un point au moins, Chevènement en 1984, est en retrait sur Debré en 1959 : tandis que ce dernier avait prévu l'extinction des « contrats simples » (dans lesquels l'Etat n'a pratiquement pas de contrôle) avant une période de neuf ans, Chevènement accepte leur prorogation.

Il y a donc pas mal d'hypocrisie dans la satisfaction affichée par le PS, et par le CNAL lui-même, à l'annonce des mesures Chevènement. Ils présentent, sans rire, la défaite signée par Chevènement en victoire remportée sur le projet Savary ! Bouchareissas, feignant de croire que les mesures de Chevènement préservent l'avenir, déclare à leur sujet : « En résumé, là nous avons moins à combattre, comme ce fut le cas avec la loi Savary, qu'à demander qu'on complète. » Où sont donc les différences ?

Quant à l'avenir de l'enseignement privé, s'il y a une évolution (minime) entre Savary et Chevènement, elle est en faveur de la hiérarchie catholique.

Quant au sort de l'enseignement public, il est vrai que Savary, en l'associant à celui du privé, le menaçait de « privatisation ». C'est le « mélange des genres » dont Jospin découvre tardivement le danger. Mais la « privatisation » du service public est également contenue dans la décentralisation telle que Chevènement est décidé à la mettre en place. Le conflit entre les deux logiques, celle d'un service public et laïc d'une part, et celle d'une privatisation du service de l'éducation d'autre part, est trop profond et trop avancé pour que le statu-quo soit longtemps tenable.

Finalement, ce n'est pas parce que les laïcs « ne portent pas le deuil de la loi Savary », comme dit « Boucha », qu'ils devraient encenser les mesures Chevènement ! Le secrétaire général du CNAL précise dans le Monde (1^{er} septembre) que « l'affaire n'est pas bouclée. Nous n'abandonnerons jamais le terrain. » On pourrait donc lui retourner l'interpellation qu'il lance à l'adresse du nouveau ministre : « Moins de consultations, enfin des actes ». Quelle action ? Tirant le bilan des manifestations décentralisées du 25 avril dernier, André Laignel, secrétaire national du PS, déclarait au Quotidien de Paris (22 août) : « Il y a peut-être eu des erreurs de stratégie : on aurait peut-être mieux fait de n'organiser qu'un seul rassemblement à Paris plutôt que de multiples manifestations un peu partout. »

Est-il trop tard pour rappeler en ces temps de préparation budgétaire que les fonds publics doivent revenir aux écoles publiques ?

Nicolas Jeanson

Les enseignants du privé ont en face d'eux des directions où figurent en bonne place des généraux à la retraite... Ils sont aujourd'hui les laissés pour compte de la « décrispation »-Chevènement. Nous avons donc tenu à donner la parole à Pierre Branchereau, président de la fédération CFDT de l'enseignement privé (1)

● Quel bilan tires-tu des positions présentées par Chevènement ?

Nous, fédération CFDT de l'enseignement privé, avons des positions à contre-courant dans un milieu conservateur dont l'existence même est définie par le dualisme scolaire. Il nous faut des alliés pour avancer : la gauche politique, les syndicats de l'enseignement public, la confédération CFDT. Or, nos alliés naturels ne nous ont pas beaucoup aidé.

La gauche politique a commis une grosse erreur. Le gouvernement s'est imaginé que les tenants de l'enseignement privé pourraient se laisser convaincre : comme si, au nom de l'intérêt des enfants, les dirigeants de ce milieu voulaient oublier leurs propres intérêts ! De plus, systématiquement, le gouvernement a écouté ses adversaires et pas ses alliés.

Notre analyse des réactions des dirigeants de l'enseignement privé s'est révélée exacte : nous pensions qu'un vrai plan de mobilisation générale était en cours contre la majorité de gauche. Mais la gauche politique n'en a pas tenu compte. Elle a laissé ses adversaires mobiliser pendant trois ans. Tout en opérant de nombreux reculs, elle a fini par leur donner le prétexte d'amendements mineurs au projet Savary pour faire le 24 juin la grande manifestation qu'ils souhaitaient.

● Vous-mêmes, cependant, vous n'étiez pas satisfaits par le projet Savary...

Non. Sur deux points : c'était la reconnaissance définitive par la gauche du dualisme scolaire ; et il était beaucoup trop timide quant aux perspectives de titularisation sur place des enseignants du privé. En fait, il se limitait à la titularisation des agrégés et des certifiés, qui en ont déjà la possibilité. Pour les autres, cela était repoussé à une échéance de six ans. Et avec quelles garanties d'ici cette date... ? Cependant, les propositions Savary ne fermaient pas la porte à des avancées possibles.

● Quel a été le rôle de vos alliés syndicaux dans cette bataille ?

On a eu du mal à faire admettre à la FEN et au SGEN la titularisation sur place pour les enseignants du privé. Cependant, cette condition est décisive dans le milieu.

On aurait pu avoir une force importante. Mais on a vu le CNAL, en 1983, protester contre les reculs de Savary de façon trop peu sélective sur la question de la titularisation. Parmi les enseignants du privé, cela est apparu sectaire et partant d'a priori politiques. Pour notre part, les médias ne répercutaient pas nos positions dès lors que nous n'apparaissions plus nettement d'un bloc ou de l'autre.

A l'intérieur de la confédération CFDT, la tendance a toujours été d'insister sur les aspects de rénovation de l'enseignement public plus que sur la perspective d'unification. Pour nous, au con-

traire, les deux éléments devaient aller de pair : on ne concevait pas une rénovation sans unification parce que la dualité est un obstacle à la rénovation ; mais on concevait mal l'unification par une entrée dans un enseignement public qui ne se renouvellerait pas.

Nous avons pu constater, cependant, que les positions de la FEP-CFDT passaient mieux dans les régions où l'enseignement privé est fortement implanté, comme les Pays de Loire ; tant dans le milieu enseignant que dans la CFDT.

● Je voudrais que tu reviennes sur une question qui a été trop peu mise en lumière

durant ces trois ans, c'est-à-dire sur la « liberté » telle que la conçoivent les défenseurs de l'enseignement privé.

En effet ! Il y a leur discours. Et aussi les réalités. Ainsi, il est un peu fort que les dirigeants de l'enseignement privé parlent de « l'endoctrinement » dans l'enseignement public alors que la raison d'être de l'enseignement catholique est de mieux présenter et proposer la foi aux enfants ! En fait, on constate d'ailleurs que la foi religieuse n'y est pas mieux présentée que dans l'enseignement public ; en revanche, on voit que des valeurs d'ordre idéologique et politique y sont affirmées. De plus, même si les responsables de l'enseignement catholique récusent la politisation de leur mouvement, on les a toujours vu alliés, depuis un siècle avec la droite.

Dans ce contexte, on enregistre des atteintes aux libertés. Par exemple, des enseignants ayant passé le CAPES ou le CAPET, auxquels le chef d'établissement a refusé de délivrer une attestation d'emploi indispensable pour le maintien dans leur poste. Le motif évoqué : « Vous êtes militante ou militant de la CFDT », ou bien, « vous vous êtes présenté sur une liste de gauche aux municipales »... bref, « votre place n'est pas chez nous ».

● Et maintenant, où en êtes vous ?

On va continuer à jouer notre rôle d'organisation syndicale et défendre les intérêts des travailleurs : maintenir notre présence dans les établissements, veiller au respect de la démocratie syndicale. Nous allons exiger des situations salariales analogues à celles de l'enseignement public pour les enseignants, tant vis-à-vis de l'Etat que pour les personnels non enseignants qui restent de droit privé.

Quant aux objectifs d'unification et de titularisation, même si on n'est pas maître de leur réalisation, on ne les abandonne pas. La suite des événements montrera aux personnels ce qu'ils n'ont pas gagné. Et nous comptons bien mettre en lumière comment d'autres organisations syndicales ont fait passer leurs choix idéologiques avant les intérêts des travailleurs de la profession.

Propos recueillis par Pierre Rème

(1) La FEP-CFDT représente, dans le premier degré 24 % des personnels (contre 43,5 % à la CFTC et 31 % au SPELC directement lié aux directions confessionnelles) et 35 % de ceux du second degré (contre 37,5 % à la CFTC et 23 % au SPELC).

« On a vu le CNAL, en 1983, protester contre les reculs de Savary de façon trop peu sélective sur la question de la titularisation. »



DROITE

La grande lessive

Divergences de tactiques, absence de stratégie, querelle des chefs, affrontement de générations : la droite se trouve à un carrefour de contradictions. Là est le paradoxe : alors que la gauche se discrédite dans l'électorat populaire, le camp bourgeois ne parvient pas à offrir l'image d'une alternative de pouvoir cohérente.

Certains ont appelé cela l'« effet Fabius ». Face à un gouvernement qui ne jure plus que par la « modernisation » et le « rassemblement des Français », le RPR et l'UDF semblent incapables de trouver une parade. Et c'est une véritable cacophonie qui répond au nouveau discours du pouvoir.

Tandis que les états-majors du RPR et de l'UDF pratiquent une opposition intransigeante (comme au Sénat au mois d'août), un certain nombre de responsables de la droite s'engouffrent dans la « décripation ». Ils sont trop nombreux et trop significatifs pour n'y voir qu'un épiphénomène. Successivement, le RPR Seguin reconnaît les aspects positifs de la politique des socialistes ; le secrétaire général du parti giscardien rencontre Mitterrand à Bregançon ; le chiraquien Barnier invite le président de la République à une séance du Conseil général de Savoie ; le maire de Toulouse se fait photographier aux côtés de Fabius. Le débat ébranle même l'appareil du RPR où Pons dénonce ceux qui « collaborent avec

l'ennemi » et s'oppose implicitement à Juppé (adjoint de Chirac à la mairie de Paris), partisan d'une rénovation de son parti : « Il faut faire notre propre remaniement ministériel (...) Actuellement, ça ronronne au RPR... »

Une défaite non digérée

Cette crise vient de loin. Depuis trois ans, les partis réactionnaires ne sont parvenus qu'à profiter du discrédit des forces gouvernementales dont la politique d'austérité a provoqué un abstentionnisme massif et un profond désarroi dans les rangs du « peuple de gauche ».

En revanche, la droite n'a pas su utiliser ses succès pour acquérir l'image d'une véritable alternative de pouvoir aux yeux de la bourgeoisie et de la majorité de l'électorat. Ce qui faisait écrire, le 3 août dernier, au rédacteur en chef de *L'Express* : « Des électeurs ont abandonné la gauche, sans rallier l'autre bord, preuve qu'il n'existe pas, à droite, de message très convaincant. Le libéralisme n'y constitue, pour le moment, qu'un vague concept, d'utilisation pratique sur les estrades. Trop commode de brasser de l'air, de se préparer à gouverner sous les habits neufs que fournit, en transit temporaire, Ronald Reagan ».

Là est le paradoxe. Alors qu'ils remportaient pratiquement toutes les élections intermédiaires, les appareils politiques bourgeois ont vu simultanément s'amenuiser leur crédibilité et leur influence sur les secteurs conservateurs du pays qui aspirent à en finir au plus vite avec un régime honni. La percée du Front national au cours des derniers mois, est le reflet de cette situation.

Course d'obstacles

Les débats actuels au sein de l'opposition recourent trois grands problèmes. Problème de tactique et de leadership tout d'abord. Chacun des courants en présence possède, sur ce plan, des intérêts contradictoires. Seul à disposer d'un réel potentiel militant, le RPR est aussi le plus directement af-



Chaude ambiance au RPR samedi dernier : Pons a dénoncé les « collaborateurs ». Visait-il Juppé ?

fecté par la montée du Front national. Il se trouve donc contraint de « radicaliser » son discours, afin de limiter l'hémorragie lors des prochaines échéances électorales, d'entraîner dans son sillage les caciques de l'UDF.

Le terrain des législatives est crucial pour le parti gaulliste. Quelle que soit leur issue, elles peuvent permettre à Chirac d'acquiescer, grâce à la puissance de son appareil, un solide avantage sur ses rivaux dans la course à la magistrature suprême. Ces derniers ne disposent que de l'appui de réseaux de notables, cherchant à l'inverse, à gagner du temps et relativiser l'échéance de 1986. Giscard doit encore se débarrasser de son image de battu de 1981. Et, pour avoir quelques chances, Barre doit tout à la fois prendre le pas sur Chirac, disputer à Giscard l'hégémonie sur l'UDF et se doter d'une image de « présidentiable » dans l'opinion.

Cette « querelle des chefs » se reflète dans des attitudes opposées. Alors que le RPR riposte aux manœuvres élyséennes en exigeant la dissolution de l'Assemblée nationale, Giscard et Barre utilisent le climat de « décripation » pour ruiner la position du leader gaulliste, en le faisant apparaître comme un vulgaire « agité ».

Au-delà de ces divergences tactiques, c'est un véritable vide stratégique qui transparait. Pour postuler au pouvoir, pour asseoir son autorité sur le pays, la droite doit disposer d'un projet unifiant les principaux secteurs de la classe dominante et conquérir une base sociale stable. Giscard, en son temps, avait tenté de

contrecarrer la montée de l'Union de la gauche, en gagnant les suffrages des couches moyennes salariées. Son échec sonna le glas de ses espoirs de réélection. Depuis, aucune des composantes du camp bourgeois n'a fourni de réponse à ce problème décisif.

En durcissant le ton comme il le fait depuis quelques mois, Chirac risque même de se couper de certaines franges de l'électorat, sans l'appui desquels il ne peut espérer l'emporter dans un scrutin serré. De son côté, Barre tente de réaliser une synthèse des plus problématiques, que *Le Monde* décrivait ainsi, le 2 septembre : « Comme M. Giscard d'Estaing face au bloc gaulliste en 1974, M. Barre dispose donc d'un créneau au centre (...) Dans le même temps, il s'emploie à faire en sorte que le Front national (en 1986) et M. Le Pen (en 1988) lui apportent, le jour venu, leurs suffrages. Il observe donc à l'égard de l'extrême droite une attitude bienveillante, voire conciliante et laisse à M. Chirac la polémique et la surenchère. »

Comment s'étonner qu'une telle incertitude conduise divers politiciens de droite à garder plusieurs fers au feu, en préparant le terrain à une éventuelle collaboration avec les socialistes dans l'avenir ? Les initiatives en ce sens émanent, pour l'essentiel, des « jeunes loups » du RPR et de l'UDF. Car aux deux grands problèmes rencontrés par la droite aujourd'hui, se superpose un affrontement de générations. Incapables de rajeunir leur composition, les états-majors ont en effet suscité bien des appétits frustrés parmi ceux qui pensaient accéder

aux premières places, une fois la gauche éliminée du pouvoir.

Trois ans après le 10 mai, la droite se trouve donc à

un carrefour de contradictions. Nul ne saurait dire maintenant comment elles se dénoueront.

Christian Picquet

VU ET REVUE

Fabius super-star ?

« Décripation » : l'idée tend à acquiescer un certain crédit dans les milieux de droite. La dernière livraison du *Nouvel Observateur* en donne une illustration, avec la publication des interviews de Paul Marchelli, chef de la très réactionnaire CGC et de Raymond Bourguine, sénateur du CNIP. Marchelli se livre ainsi à un vibrant éloge du Premier ministre : « Il n'est pas vrai que la restructuration implique le chômage. Elle supprime des emplois mais en fait naître d'autres. Voyez l'exemple américain. Tout n'est pas bon en lui : le dégraissage a été conduit d'une manière inhumaine. Mais le chômage régresse. Avec Fabius, nous pouvons faire mieux. Prévoir. Remplacer le traitement social de la restructuration par une prévision sociale de ses effets. » Fabius mieux que Reagan ? Quant à Bourguine, qui dirige pourtant Valeurs actuelles, un hebdomadaire proche de l'extrême droite, il explique tranquillement : « Allons-nous vers un "capitalisme masqué" »

de la gauche ? C'est probablement ce que les communistes diront. Et c'est souhaitable. La droite produit, la gauche distribue : c'est la règle dans ce pays. Il faut trouver un équilibre. » Ce trop-plein d'éloges va finir par devenir suspect à nombre de militants socialistes. Car grattez un peu et vous trouvez une manœuvre qui vise en premier lieu à affaiblir les forces ouvrières lors des prochaines échéances électorales. Toujours dans le *Nouvel Observateur*, le centriste Bernard Stasi, bien que l'un des tenants de la « décripation », explique par exemple : « Si le gouvernement maintient le cap de la rigueur, si l'environnement international est favorable, c'est vrai qu'ils peuvent réussir, mais pas assez tôt pour que les gens s'en aperçoivent. Avec un peu de chance, ils paieront leur réussite économique de leur échec électoral et c'est nous qui toucherons les dividendes de la politique qu'ils auront conduite. »

C. P.

INPRECOR n° 179

- La grève des mineurs britanniques et ses effets sur la situation politique outre-Manche.
- Les travailleurs et le mouvement syndical japonais face aux restructurations industrielles.
- Dossier : la situation en Inde et les conséquences du communalisme.



PCF

Une fête morose

Cette année, il n'y aura pas de ministre à la Fête de l'Humanité. Au-delà de leurs propos officiels présentant cette échéance traditionnelle comme un « moyen d'exiger une politique nouvelle », les dirigeants du PCF auront bien du mal à dissimuler qu'ils n'ont pas d'alternative à offrir à la gestion social-démocrate de la crise

Comme chaque année, la Fête de l'Humanité va rassembler des dizaines de milliers de travailleurs. Il s'agit chaque fois pour le PC de montrer sa force, son enracinement populaire et la diversité de ses interventions. Mais il ne s'agit pas que de cela. Organisée à la rentrée, la fête est toujours dominée par un axe politique censé servir de boussole aux militants.

Depuis 1981, on insistait sur le bilan « globalement positif » du gouvernement et le rôle des quatre ministres communistes. Cette année à la Courneuve, le décor va changer. Serge Leyrac, dans un éditorial du quotidien du PCF, précise qu'il faut aller à la fête pour « exiger une politique nouvelle ». Ce qui laisse entendre que l'ancienne politique n'était pas bonne ou alors que celle de Fabius serait différente. En tout état de cause, le changement sera apparent puisqu'il n'y aura plus de ministre à la tribune.

Soulagement et morosité

C'est donc avec un grand « ouf » de soulagement teinté de morosité que de nombreux militants communistes iront à la fête, soulagés de ne plus apparaître coresponsables d'une politique insupportable pour les travailleurs et d'avoir enfin « quitté cette galère gouvernementale ».

Mais la morosité et le désarroi seront aussi présents. Car une question se pose : quel élément nouveau conduit les dirigeants du parti à affirmer qu'avant juillet, la politique menée par la gauche unie était bonne et qu'il ne fallait pas « compter sur les communistes pour quitter le gouvernement » (pour reprendre les termes mêmes de Georges Marchais) et qu'aujourd'hui elle serait si néfaste qu'il ait fallu démissionner ?

Où est la rupture entre les plans d'austérité de 1982 et ceux de 1984 ? Quelle différence existe-t-il entre les licenciements de Talbot et ceux de Citroën ? Entre le blocage des salaires sous Mauroy et les salaires bloqués sous Fabius, entre les petits déjeuners à l'Élysée avec le bourreau Hassan II et les repas complets avec Mitterrand à Rabat ?

Philippe Herzog, membre du bureau politique et principal économiste du PCF, ne vient-il pas de déclarer lors de sa dernière conférence de presse, le 3 septembre, que la politique de Fabius « était dans la continuité du gouvernement Mauroy » ? En fait, ce qui a évolué depuis deux ans, c'est la défiance croissante des travailleurs envers une telle politique et sa traduction électorale pour le parti lors des élections européennes.

L'absence d'alternative

En quittant le gouvernement, la direction du PCF croit pouvoir stopper l'hémorragie et redonner un second souffle à la base. Et ils sont nombreux au PC, ceux qui ont l'espoir que, désormais débarrassés du boulet de la solidarité gouvernementale, leur parti va enfin pouvoir organiser la résistance à la politique anti-ouvrière du gouvernement. Mais cet espoir n'est qu'illusion.

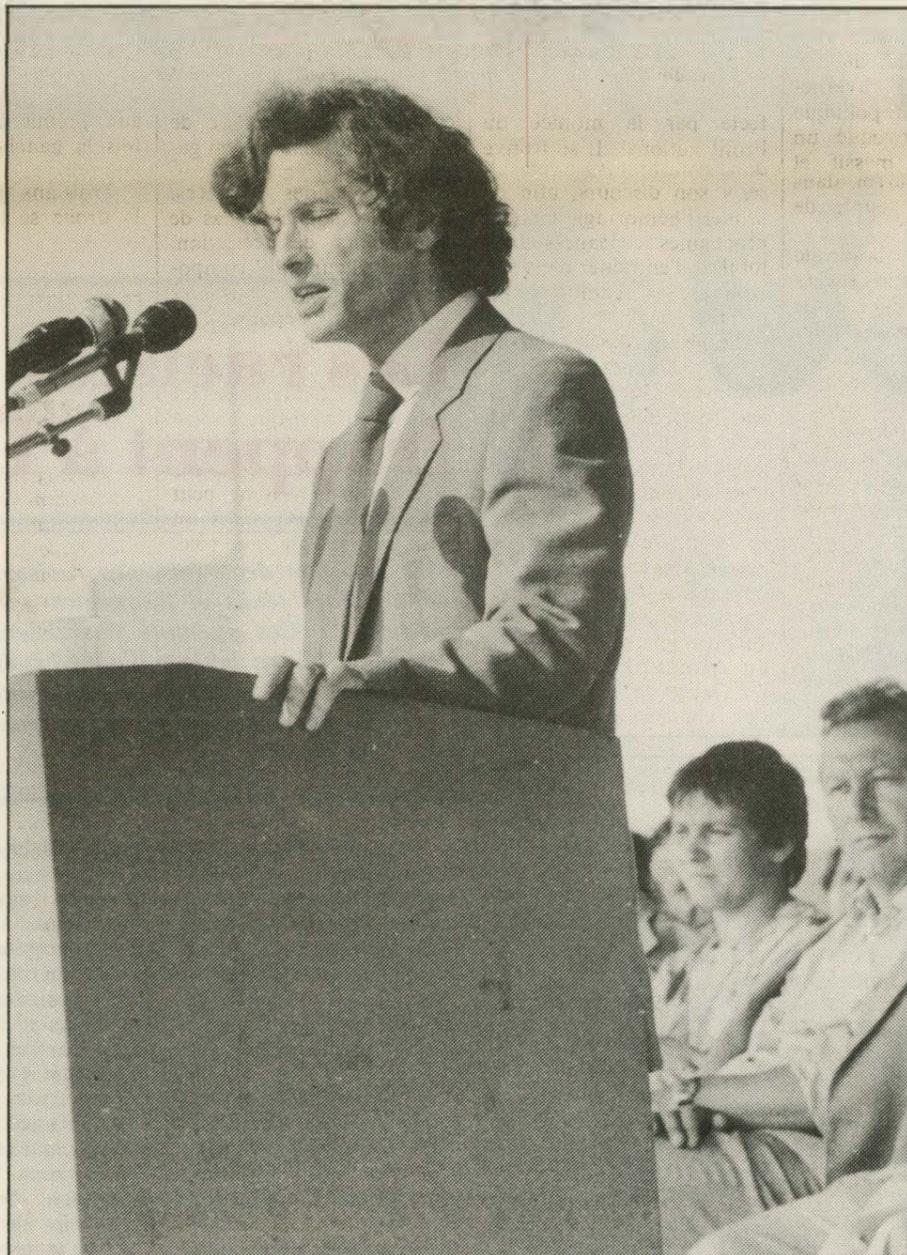
Georges Marchais le confirmait récem-

ment : « Nous restons dans la majorité. » S'il en est ainsi, c'est parce que l'état-major de la place du colonel Fabien n'a pas de ligne à opposer à la gestion de la crise capitaliste pratiquée aujourd'hui par le PS. Il faut « disputer le terrain de la gestion au patronat », titrait l'Humanité du 3 septembre. Dans sa conférence de presse, Philippe Herzog présentait son nouveau livre, *L'Economie nouvelle à bras le corps*, en appelait à la nécessité d'un « sursaut national ». Voilà qui indique bien que si le

contre les restructurations et les 79 000 menaces de licenciements mais une lettre adressée aux cadres leur proposant une meilleure gestion en respectant les lois du système. Or sur ce terrain, Fabius ou Calvet n'ont pas de leçon à recevoir.

La Fête de l'Humanité risque donc d'être morose parce que la crise du PC est sans précédent, parce qu'aucune explication sérieuse n'en est donnée par la direction, parce qu'aucune alternative n'est proposée. A la période d'union dans le cadre de l'austérité va succéder une période de démarcation partielle de la politique du PS. Les dirigeants communistes se gardent bien de remettre en cause le fondement même de la politique de Fabius, car cela les conduirait à reconnaître que les ministres du PCF n'y ont pas peu contribué, dans les gouvernements Mauroy.

En allant à la Courneuve, nombre de militants s'interrogeront sans doute. Si la crise actuelle est bien celle du capitalisme, peut-on s'en sortir sans remettre en cause ses lois, ses critères, son fonctionnement, son personnel ? Comment affronter les



Philippe Herzog, avec sa lettre adressée aux cadres de l'automobile, propose une meilleure gestion. Fabius ou Calvet ont-ils des leçons à recevoir sur ce terrain ?

PCF souhaite une gestion plus « sociale » de la crise, il n'envisage à aucun moment une ligne de rupture avec le capitalisme. Ce n'est pas par hasard si la direction du PCF a fait le choix d'une rentrée organisée autour du plan automobile présenté par Herzog décidément inépuisable : ce document n'est pas une lettre visant à proposer aux travailleurs de l'automobile un plan de lutte

problèmes cruciaux des travailleurs par des « contreplans » ou des réformes qui respectent la loi du profit et ne partent pas de la satisfaction des besoins sociaux ?

Sortir de la crise reste une possibilité et une nécessité mais on ne peut y parvenir en « disputant » le terrain de la gestion au patronat.

Georges Villetin

LIVRES... LUS POUR VOUS

L'envers des mythes

● « Histoire de la Libération de la France », de Robert Aron. Editions Marabout, collection université.

Quelle meilleure occasion de susciter un climat d'unité nationale que les commémorations patriotiques de la Libération ? Nos gouvernants ne l'ont pas ratée en ce mois d'août. Mais le quarantième anniversaire de ces événements peut aussi être l'occasion d'appréhender l'Histoire de manière plus décapante. A cet égard, signalons à nos lecteurs l'ouvrage de Robert Aron, *Histoire de la Libération de la France*.

Ce gros bouquin (760 pages) se lit comme un roman d'aventure. A un train d'enfer, l'auteur promène le lecteur des maquis au front de guerre, de Vichy aux bureaux gaullistes de Londres et d'Alger. Mais son intérêt, pour des révolutionnaires, est ailleurs : dans l'étude historique telle qu'elle est menée à partir des préjugés de l'auteur. Pour Aron, la France ne pouvait et ne devait être gouvernée que par ceux qui avaient reçu mission et capacité de le faire. Dans cette période troublée, propice à l'anarchie, à la « subversion » ou à l'instauration directe du pouvoir anglo-américain, le combat pour la continuité de l'Etat était essentiel, et ce combat constitue le fil conducteur de son livre. D'où son intérêt.

Aron montre comment les services gaullistes ont, de Londres et d'Alger, préparé avec minutie la relève administrative dans les territoires libérés : des milliers d'agents, de fonctionnaires et de militaires avaient été préparés à des tâches précises. Ainsi, en Normandie, dès qu'une ville ou un village était pris par les blindés US, arrivait une colonne de la MMLA (Mission militaire de liaison administrative) qui laissait sur place fonctionnaires, magistrats ou gendarmes. Quand elle ne pouvait faire plus, elle dépêchait un commissaire de police, éminent symbole de l'autorité de l'Etat !

Au bout du compte, il apparaît que de Gaulle parvint sans difficultés à ses fins, tant le terrain était aplani de toutes parts : l'administration de Vichy avait reçu consigne de jouer la continuité et d'obéir à ses nouveaux chefs. Les Américains, qui avaient préparé un projet d'administration militaire (l'AMGOT), y renoncèrent rapidement. Quant au PCF, qui avait mené une lutte « anti-boche » et appelé à l'union de tous les patriotes sans distinction de classe, il s'était mis lui-même sous l'autorité de l'homme du 18 juin. Aussi, quand un émissaire gaulliste débarquait seul dans une ville libérée par les FTP, n'avait-il le plus souvent qu'à pousser un coup de gueule pour occuper le bureau du préfet et rétablir, pour commencer, le symbole de l'autorité « légitime ».

Michel Thomas

N'oubliez-pas...

André CALVES

Sans bottes ni médailles

Un trotskyste breton dans la guerre



CITROËN

Malgré les flics, l'ordre patronal ne règne pas

Test de la rentrée scolaire, test des restructurations voulues par le patronat, les usines Citroën de la région parisienne ne fonctionnent toujours pas selon les rêves de la direction.

« 50 000 ou 70 000 suppressions d'emplois dans l'automobile, avez-vous dit ? Nous sommes contre ! » — « Et que proposez-vous pour l'empêcher ? » — « Nous avons nos projets économiques. » — « Mais, pour discuter valablement de projets, la question est d'abord celle de la lutte pour rendre impossible l'application de l'actuel plan du patronat et du gouvernement. Par quels moyens ? »

Ce dialogue, imaginaire, résume les réponses données par la CGT, seul syndicat ouvrier réellement de masse chez Citroën. Et nous voici ramenés à une seule question : que se passe-t-il dans les usines d'Aulnay et de Levallois ?

Résistances

Toutes les interrogations de la presse sur ce qui se passe à Aulnay ou Levallois, en fait, tournent à vide : si le travail s'y déroulait normalement, la direction ne refuserait pas de laisser entrer les journalistes pour faire admirer sa victoire. Mais elle sait bien qu'à peine vingt voitures sortent chaque jour de Levallois au lieu de cent vingt en régime normal. Elle sait aussi que, à tout moment, une chaîne à forte

composante de Marocains peut s'arrêter : les ouvriers débraient et discutent de leur situation. Pas les licenciés, laissés à la porte par les grilles de triage et la police ; mais leurs camarades toujours au travail chez Citroën. Un spectacle que la direction veut cacher : des

fois que l'accès aux médias encouragerait ces OS à poser plus fermement leurs exigences...

Cependant, rien ne prouve encore qu'une lutte d'ensemble puisse se développer : de très nombreux travailleurs marocains ne sont pas encore rentrés du pays, en raison de la fête de l'Aïd-el-Kébir ces jours-ci. Or, ce sont eux les plus visés : ils représentent environ 90 % des licenciements, d'après ce qu'on sait des listes déjà connues. Argument : leur « adaptabilité ». En fait, calcul classique du « diviser pour régner » : en ne frappant

que les maghrébins, il est plus facile de conserver « la paix sociale » avec les autres. Et la direction espère bien qu'une fois les premiers jours d'émotion passés, les manifestations de résistance diminueront.

Pour cela elle jouit de l'appui total du gouvernement. Les interventions de la police le mon-

trèrent : matraquage du secrétaire de la CGT d'Aulnay, Akka Ghazi, coups de matraques contre le piquet de grève de trois cents ouvriers à Levallois ont donné tout son poids à la signature de l'autorisation des licenciements.

Que faut-il de plus pour que les directions confédérales interviennent de tout

leur poids, si elles le voulaient, au-delà des déclarations d'intention sur un ton poli ? Peu présente dans ces usines, la CFDT de la métallurgie parisienne, qui s'était nettement engagée autour de la lutte de Talbot, a clairement posé le problème : « Pour les séparer, on les a filtré comme des bêtes dans un enclos (...) Cela avec le concours des bergers de la république casqués et armés. Cela au pays qui se targue d'avoir inventé les droits de l'homme et aboli l'esclavage. Cela à deux pas de Paris, en 1984, sous un régime qui prétend défendre la dignité des plus défavorisés. » Voilà la question nettement posée : pour réussir à plaire au patronat, Fabius emploie les méthodes adaptées à la gestion patronale. Nul ne l'ignore. Le laisser faire, comme font les directions confédérales de la CGT et de la CFDT, qui auraient les moyens d'une campagne nationale de dénonciation et de mobilisation, c'est tout simplement trahir leur rôle de syndicats ouvriers. Le premier test de la rentrée est là.

Pierre Rème

Délégation de la CGT (André Sainjon et Akka Ghazi) lors des négociations où la direction a proposé son plan de licenciement.



Les racistes frappent à Dreux

A Dreux, par deux fois, des racistes ont tiré sur des bars tenus et fréquentés par des maghrébins. Ces attentats retentissent comme une bien sinistre bougie d'anniversaire. Il y a en effet un an, avec la complicité de la droite, des sbires du Front national étaient élus à la mairie.

Il y a seulement moins d'une semaine, un déploiement fort impressionnant de représentants de « l'ordre » accompagnés de chiens ont investi le foyer Sonacotra de Dreux à la recherche de voleurs et recéleurs d'appareils photo et autres magnétoscopes.

A l'occasion, ils en ont profité pour perquisitionner chez tous les résidents, pour la plupart immigrés. Beaucoup de temps et d'énergie dépensée !

Par contre, cette même police fut bien plus inefficace quand, dimanche matin à 0 h 45, une voiture blanche, tous phares éteints, passe à toute vitesse devant La Bolée, un bar bien connu à Dreux, tenu et fréquenté essentiellement par des maghrébins. Des coups de feu éclatent. Sur la terrasse occupée par de nombreux consommateurs, les plombs

fusent. Quelques minutes après, c'est le bar La Huchette, autre établissement arabe, à l'autre bout de la ville qui essuie une volée de chevrotines.

Les consommateurs de La Bolée se remettaient à peine de leur frayeur première, que revoilà le véhicule blanc, une Golf ou une 104 Peugeot selon les témoins, qui réapparaît, tire à nouveau à hauteur d'homme, détruisant les compteurs électriques.

C'est la première fois, à Dreux, qu'un acte de cette gravité, aussi ouvertement raciste est perpétré.

Il y a un an, quasiment jour pour jour, avec la complicité de la droite classique, étaient élus à la mairie de Dreux des sbires du Front national qui n'ont cessé pendant et depuis leur campagne municipale de déverser leur poison raciste. Le

dernier en date étant un tract s'attaquant aux petits enfants d'origine arabe « qui volent la place des petits français en maternelle ».

Après ce double attentat, l'émotion est grande dans la communauté arabe de Dreux, même si celle-ci ne souhaite pas a priori une grande publicité autour de cette affaire. Mais nombreux sont les travailleurs et jeunes immigrés qui pensent profondément que le Front national et son idéologie raciste sont à l'origine de cette tentative d'assassinat. Plus généralement, il est impossible de ne pas penser que la fusillade de dimanche retentit comme une bien sinistre bougie d'anniversaire.

Alors, après l'affaire de Belleville, le double assassinat de jeunes arabes dans la région marseillaise ces derniers jours, l'affaire de Dreux montre, s'il en était besoin, qu'il est urgent qu'un large front uni antiraciste voit le jour en France.

A Dreux, en fréquentant encore plus massivement « leurs bars », depuis l'attentat, les travailleurs immigrés montrent dans les actes qu'ils ne se laisseront pas intimider.

A nous de les rejoindre dans cette détermination.

Correspondant



Transformer les usines Citroën en camp de travail, quelle belle manière de fêter la quarantième anniversaire de la Libération (communiqué de la CFDT-Métaux de la région parisienne). Akka Ghazi, dirigeant de la CGT-Citroën, matraqué devant les grilles, vendredi 31 août.

CHIFFRES

2 centimes

En septembre, les prix du carburant vont encore augmenter : 2 centimes sur le super, 3 à 4 centimes sur le gazole. Depuis le 1^{er} janvier, le super aura grimpé de 10,1 %. Avec les 22 centimes surprise du 11 juillet et les 10 centimes du 10 août, voilà de belles illustrations de ce que le gouvernement appelle « alléger les prélèvements obligatoires ».

13%

Le taux d'épargne des ménages, en baisse depuis 1975, est au plus bas : entre 13 et 13,5 %. Les raisons ? « La baisse relative des revenus des ménages », comme le disait le quotidien proche du CNPF, *Les Echos*, le 29 août. Qu'ajouter de plus à un aussi limpide commentaire ?

200 millions

Chers Willot ! Le gouvernement, qui n'a pas voulu, il y a deux ans, nationaliser l'entreprise Bousac rencontre les quatre Dalton du textile au détour de chaque trimestre. En mars dernier, cela a coûté 180 millions ; en juillet, 200 ; et en septembre, 200 millions sont à nouveau exigés. L'Etat est-il prêt à investir encore sur le P-DG nommé par lui, M. Mayer, demandent *Les Echos* ? Il a un argument pour lui, souligne ce journal : « Il a entrepris la sale besogne de "dégraissage" des effectifs... En ces temps de modernisation à la Fabius, c'est sûrement un « bon point » !

1^{er} rang

Une médaille d'or qui ne fait pas assez de bruit à notre goût : la France est au premier rang pour le prix de l'électricité. En effet, les industriels la paient beaucoup moins cher que dans tous les autres pays européens : selon les quantités utilisées, l'écart se situe entre 55 % et 21 % de plus aux Pays-Bas, entre 18 % et 41 % de plus en Grande-Bretagne, entre 54 % et 89 % de plus en Italie, entre 10 % et 27 % de plus en RFA... Ces chiffres n'empêchent pas le CNPF de se plaindre des charges trop écrasantes.

Le «non» du Creusot !

Le rejet du plan de reprise du groupe Five Lille, avec ses milliers de licenciements, est total au Creusot. Question de vie ou de mort dans une agglomération où le taux de chômage dépasse déjà 12 %.

● De notre envoyé spécial

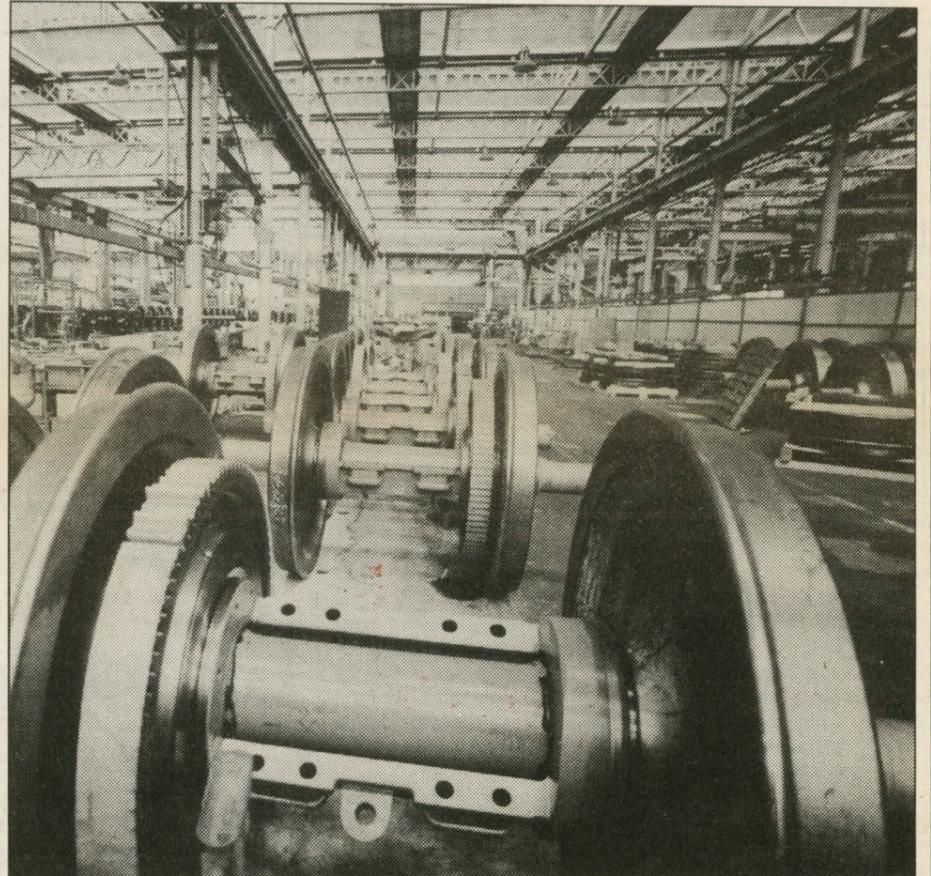
A six kilomètres de la ville, au milieu des bois et des champs, la petite gare du Creusot-TGV est devenue célèbre en quelques heures, lundi 3 septembre au matin. Des milliers de Creusotins ont envahi les voies, le hall, le parking et les quais de la station, la petite route d'accès est bordée des deux côtés, sur un bon kilomètre par des files de voitures en stationnement. Un cortège de manifestants a fait le trajet de la ville à la gare à pied. Tout trafic est bloqué sur le réseau Sud-Ouest : le TGV a failli en perdre ses bogies, de surprise ; elles sont fabriquées non loin de là, dans les ateliers de Creusot-Loire.

Un bon coup

Les Creusotins ont réussi un bon coup. En début d'après-midi, les ouvriers de Creusot-Loire Châlon bloquent à leur tour la voie TGV du réseau Sud-Est. Vers 16 heures, les pouvoirs publics font une première ouverture. Ils accordent à l'intersyndicale CGT-CFDT-CGC une première réunion avec Gallois (directeur de l'industrie chargé du

dossier Creusot-Loire au ministère du Redéploiement industriel) dès mardi matin, une entrevue avec Edith Cresson mercredi. A 17 heures, l'intersyndicale annonce à la sonde de la gare qu'une table ronde avec les repreneurs et les pouvoirs publics se tiendra jeudi au Creusot même. Il a fallu un coup de force pour contraindre les pouvoirs publics à s'asseoir autour d'une table avec les représentants des travailleurs : quelle image du « modernisme » fabusien.

Les bâtiments de Creusot-Loire tiennent une sacrée place dans l'agglomération creusotine qui s'étale sur plusieurs kilomètres, bordée de vallons verdoyants. Des hangars neufs, modernes, côtoient les vieux bâtiments aux briques patinées et aux carreaux cassés qui ont l'âge séculaire du fondateur, le « père Schneider ». Sa statue trône sur la place de la ville. D'habitude, la vie politique est calme ici. « Il n'y a pas eu d'étudiants et de groupes d'extrême gauche », commente un responsable syndical. Jusqu'à présent Creusot-Loire signifiait, pour l'écrasante majo-



Des bogies dans l'usine du Creusot.

Le plan de reprise

Creusot-Loire (groupe Empain-Schneider) serait repris par une nouvelle société dont le capital se répartirait entre : Fives-Cail-Babcock (filiale de la Cie Fives Lille) 25,5 %, Framatome (filiale commune du CEA nationalisé et de... Creusot-Loire) 25,5 %, Usinor 15 %, et plusieurs banques nationalisées complétant les 34 % restant. Usinor (nationalisée), avancerait à la société Fives-Cail, les fonds nécessaires à la reprise. C'est donc bien à l'aide des fonds publics des entreprises nationalisées que la société privée Fives Cail deviendrait le numéro un de la mécanique lourde en France. Son rôle de leader dans la nouvelle société créée est explicitement reconnu dans le plan de reprise.

Empain-Schneider tire son épingle du jeu. Sa filiale Jeumont-Schneider récupère au sein de Creusot-Loire l'unité de traction, qui viendra compléter ses activités ferroviaires actuelles, lui donnant ainsi la seconde place dans ce secteur en France derrière Alstom-Atlantique (nationalisée).

Pour les travailleurs, le plan Fives Lille signifie 2 500 suppressions d'emplois sur les 7 600 actuels. 940 des 5 100 « repris » le sont de plus « sous condition de commandes dans les mois à venir ». Simple précision, Fives Lille est un spécialiste des rachats d'entreprises et des réductions d'effectifs. Ce groupe a supprimé 20 000 emplois en suivant cette méthode entre 1958 et aujourd'hui.

Enfin, 11 000 travailleurs des filiales de Creusot-Loire, non incluses dans le plan de reprise, sont dans l'expectative aujourd'hui quant au sort qui leur sera réservé.

M. M.

rité des travailleurs, la garantie de l'emploi. Cela vient de basculer en quelques semaines. Les milliers de manifestants bloquant le TGV en témoignent : le plan Fives Lille ne passe pas (voir encadré), et la lutte risque fort d'être longue.

Une petite Lorraine

« Cela peut devenir une petite Lorraine », explique un responsable de la CFDT à propos de la mobilisation qui vient de s'enclencher. La menace a rassemblé les syndicats CGT, CFDT, CGC, (FO et la CFTC n'existent pas à Creusot-Loire). « Tenant compte de la situation, lit-on dans leur déclaration commune, les trois organisations appellent à la mobilisation de l'ensemble des travailleurs (...) les actions indispensables et de grande ampleur qui devront avoir lieu, se feront en commun et dans l'unité. » Il reste, ceci dit, quelques problèmes. De nombreux travailleurs ont du mal à digérer

l'attitude des cadres de la CGC défendant leur sort dans leur coin les semaines précédentes. D'autres sont défiants vis-à-vis des organisations syndicales en général. « Ils vont se faire rouler dans la farine et nous avec. »

Le Creusot, à sa façon, subit évidemment les conséquences des chamboulements du paysage politique national. Le maire et le député PS font face à une situation pour le moins délicate entre leur refus du démantèlement local et la politique de leur parti au gouvernement. Des militants du PCF soulignent à l'envie la responsabilité dans l'affaire des « sociaux qui noyautent à l'Assemblée. » Le PS et le PCF locaux appelaient ensemble à la mobilisation de lundi, mais la droite aussi. « Le site du Creusot est en train de partir en lambeau, déclarait le groupe des élus de l'opposition dans la presse locale, nous appelons tous les creusotins à agir dans

l'union et l'action dès ce lundi et au cours des jours à venir. »

Fives Lille c'est non !

« Le plan Fives Lille, on ne veut pas en entendre parler ». Le jugement des travailleurs, qui entourent le préfet et les organisations syndicales négociant lundi sur le parking de la gare, est sans appel. Les responsables de la CGT et de la CFDT précisent : « On veut être reçu pour négocier et pas pour entendre monsieur Gallois nous informer du plan de reprise ». Les tractations de couloir de l'été entre les repreneurs et les pouvoirs publics viennent de recevoir une première claque de taille, dès les premiers jours de septembre. C'est bel et bien un feu local qui couve au Creusot. Et Empain-Schneider est un sacré incendiaire. Les pouvoirs publics et le gouvernement entretiennent ce foyer en pourvoyant l'incendiaire en fonds publics.

Michel Morel

AUSTERITE

Les femmes paient encore plus cher

La crise au féminin ? Il valait la peine de faire apparaître cette réalité en cette rentrée : les femmes sont plus que jamais des victimes du système, et menacées par des projets réactionnaires.

Dans leur droit à l'emploi comme dans toute leur vie quotidienne, les femmes ne sont pas épargnées des coups que subit l'ensemble de la classe ouvrière. Elles sont même aux premières loges. La politique d'austérité que mène le gouvernement n'est en rien génératrice d'une amélioration de leur situation, bien au contraire.

Cette constatation banale s'inscrit dans la réalité de cette rentrée, n'en déplaise à Mme Roudy et à son ministère et au bilan complaisant et démagogique « Trois ans de politique-emploi pour les femmes » qui est fait dans le numéro de juillet-août 1984 de *Citoyennes à part entière*.

Ainsi les conclusions qui ressortaient de l'article de Maryse Huet dans *Population et Avenir* sur la situation professionnelle des femmes pendant l'année 1983 indiquaient une tendance qui ne fait que s'accroître.

S'il est vrai que l'activité professionnelle des femmes se maintient malgré la crise,

l'article soulignait déjà : « La dégradation du marché du travail s'est accompagnée d'une marginalisation des femmes actives par rapport à l'emploi en général et par rapport à l'emploi stable et à temps complet en particulier : sur 100 femmes actives en mars 1983, 11 étaient au chômage, 3 avaient un emploi précaire ou travaillaient à domicile, 20 travaillaient à temps partiel. »

Un chiffre plus récent, paru dans le bulletin de liaison de l'UNEDIC au mois d'août vient confirmer cette analyse. Alors que le nombre de chômeurs est en progression nette depuis la fin de l'année 1983 et que les femmes sont plus touchées par le chômage que les hommes, elles sont moins nombreuses à être indemnisées, quand elles le sont, leur allocation de base est en moyenne plus faible et elles restent plus longtemps au chômage.

L'enquête menée par l'UNEDIC auprès des chômeurs en cours d'indemnisation au 30 septem-

bre 1983 démontre que les restrictions dans le versement des allocations (suite au décret du 24 novembre 1982) touchent plus les femmes que les hommes : - 17,1 % de chômeuses indemnisées et - 8,7 % de chômeurs.

Pour les équipements collectifs, plus particulièrement ceux qui concernent la petite enfance, la situation n'est guère plus brillante. A la pénurie bien connue, mais non moins dramatique pour autant, et que le gouvernement a été incapable de redresser, sont venus s'ajouter les effets des restrictions des budgets sociaux. Ainsi a-t-on assisté dans la région parisienne à un développement de la mensuralisation des crèches et à une augmentation de leur prix pour les parents par toutes sortes de biais (vêtements et couches ne sont plus fournis dans cer-



Sur cent femmes actives : onze sont au chômage, trois ont un emploi précaire ou travaillent à domicile, vingt travaillent à temps partiel.

tains endroits) faisant de la crèche un service de luxe, quand il ne s'agissait pas dans d'autres cas de réduire ni plus ni moins le nombre de lits.

Si le passé immédiat est loin d'être rose pour les femmes, l'avenir s'annonce encore plus mal. Et ce ne sont pas les dernières déclarations de Mitterrand

parues récemment dans le n° 33 spécial « Femmes et libertés » du journal de la Ligue des droits de l'homme qui sont de nature à nous rassurer. Concernant les crèches, il parle « de ralentissement dû aux problèmes financiers » : « les crèches coûtent cher à construire (...) et les disponibilités financières de l'Etat sont réduites » ! Pas pour les

sous-marins atomiques, bien sûr !

Quant à l'emploi, au mépris de toutes les études et statistiques, il persiste et signe. Le travail à temps partiel « correspond à une attente des femmes et à une amélioration du marché de l'emploi ». Selon, lui, oui, le développement du temps partiel est à encourager !

Sonia Folloni

SANTE

Un budget fou, fou, fou !

Quelques jours avant que le Conseil des ministres précise le budget 1985, l'exemple des réductions budgétaires dans les hôpitaux psychiatriques illustre les choix qui seront faits dans le domaine social.

Il manque 35 milliards de centimes au budget de la psychiatrie dite de « secteur » pour finir l'année 1984. Erreur d'évaluation due à des modifications légales — loi de décentralisation — ou plus simplement logique de l'austérité dans les services de santé ? Des centaines de vacataires ont déjà été licenciés dans les dispensaires et, déclare le président du syndicat des psychiatres, « On risque de revenir au style asilaire. » Dans ce cas, le choix de la réduction des services sociaux trace directement la voie de la régression vers des pratiques archaïques.

La psychiatrie dite de « secteur » s'est créée après la Libération en réaction contre les asiles traditionnels. Ces méthodes de soin, aujourd'hui banalisées, furent l'enjeu de luttes très importantes. Ceux qui essaient de briser le carcan asilaire se heurtaient à l'Etat, à la caste psychiatri-

que traditionnelle et très vite au manque de moyens. C'est là, en effet, une des constantes de son histoire, même quand le « secteur » a été officialisé (1970), il s'est retrouvé face à des restrictions entravant la possibilité d'une réelle aide psychiatrique non asilaire.

Les pires difficultés

Il semblait évident que l'avènement d'un gouvernement de gauche permettrait dans ce domaine d'aller dans le sens de la remise en cause des asiles psychiatriques, des lois d'exceptions (loi de 1838) régissant la vie de milliers de malades — 100 000 hospitalisés actuellement — et ouvrirait la voie à une politique désaliéniste.

J. Ralite, alors ministre de la Santé, avait d'ailleurs prononcé un discours dans ce sens fin 1981 à l'hôpital psychiatrique de Sotteville-

Rouen, promettant l'abolition de la loi de 1838. Au même moment, dans plusieurs hôpitaux psychiatriques, le personnel entrainé en lutte non seulement pour ses conditions de travail mais aussi contre l'autoritarisme des médecins chefs et des directeurs et contre le régime rétrograde des asiles. Depuis la politique d'austérité, avec ses restrictions budgétaires a donné lieu à une évaluation purement comptable des méthodes thérapeutiques. Les expériences avancées qui tentent de se mettre en place sont en butte aux pires difficultés. Même les discours démagogiques sur l'autogestion n'ont plus cours et les ministères encouragent l'autorité des directeurs, médecins chefs, etc.

Une sinistre plaisanterie

Dans ce contexte, l'amputation du budget extrahospitalier fait figure de provocation. Et le double langage du pouvoir apparaît comme une sinistre plaisanterie : il prétend moderniser la psychiatrie et se plaint de la résistance « corporatiste » des syndicats ouvriers. En fait, il asphyxie les activités de secteur et développe les

MAS — Maisons d'accueil spécialisées —, véritables dépotoirs psychiatriques, qui par leur pénurie en personnel formé ressemblent à ces asiles dont, en principe, plus personne ne veut.

Ces mesures budgétaires vont sans doute cristalliser le mécontentement déjà exprimé tout au long de l'année dernière par les syndicats ouvriers et par les internes en psychiatrie, actuellement doublement visés par la réduction de leur nombre et de leur salaire.

Les « parlottes » des différentes commissions ministérielles autour de la santé mentale n'ont manifestement pas grande importance au regard des choix financiers.

C'est donc sur le terrain de la lutte syndicale et politique que se déroulera la deuxième partie de ce lever de rideau, rejoignant ainsi la bataille qui s'annonce autour des budgets sociaux et plus particulièrement de la Santé. Les enjeux sont fixés : abroger les mesures d'austérité dans la psychiatrie, abroger la circulaire Bérégovoy garrant les hôpitaux publics en 1985. Ce sont là les conditions d'une bataille pour le droit à la santé.

Albert Rochal

Vient de paraître

Critique Communiste

revue mensuelle

de la Ligue Communiste Révolutionnaire

(section française de la IV^e Internationale)

n° 33

septembre 84 / 14 fr.

Sommaire

A quoi sert le gouvernement Fabius ?

PCF: étapes d'une faillite

LA V^e REPUBLIQUE DE DE GAULLE A MITTERRAND

Mai 1947:

quand le PCF était chassé du gouvernement

La Continental-Illinois et le spectre du krach financier

Livres

AFRIQUE DU SUD

Sharpeville 1960-1984

Sharpeville 1960 : la police ouvre le feu sur les manifestants qui protestent contre les « pass », passeport intérieur que tout Noir sud-africain doit avoir sur lui en permanence. Le bilan officiel fait état de 69 morts en une demi-heure. Sharpeville 1984 : neuf personnes meurent lors d'émeutes. Ils portent à quatorze le nombre des victimes de la nouvelle flambée de violence qui embrase l'Afrique du Sud.

Cette violence n'a rien d'un coup de tonnerre dans un ciel serein. Tout d'abord parce que l'apartheid, cette exploitation barbare n'engendre pas précisément la sérénité et que la violence des maîtres blancs est inscrite dans la chair du peuple noir d'Afrique du Sud à l'image des fouets utilisés par la police aux côtés d'armes plus sophistiquées, contre les manifestants.

Ensuite parce que les émeutes que connaît à nouveau l'Afrique du Sud ne sont pas sans précédents. Celles de Soweto en 1976 sont dans toutes les mémoires. Elles interviennent dans un contexte de mobilisations continues, de l'ensemble des secteurs opprimés de la population. Les travailleurs noirs et leurs syndicats indépendants s'opposent de plus en plus résolument au patronat et à l'ensemble du système raciste. La jeunesse scolarisée, comme en 1980, est mobilisée dans le boycott des cours, boycott suivi par des dizaines de milliers de lycéens. Dans les ghettos noirs, les habitants se mobilisent contre les conditions de vie épouvantables, les hausses de loyer qui ont servi de détonateur dans les émeutes actuelles et s'en prennent aux colporteurs du régime.

La preuve la plus éclatante de l'opposition résolue et du rejet viscéral de l'apartheid vient d'être administrée par le boycott massif des élections raciales à la fin du mois d'août. Moins de 20 % des métis et moins de 10 % des Indiens se sont rendus aux urnes pour la mascarade organisée par P. W. Botha. Celui-ci poursuit la mise en place de ses réformes constitutionnelles et a été désigné comme président de la République sud-africaine, à la tête d'un parlement à trois chambres séparées racialement. Fort de ses succès diplomatiques qui ont permis la signature d'accords avec l'Angola et le Mozambique, Botha a entrepris une tournée européenne qui l'a vu cotoyer un membre du gouvernement français dans la Somme. Le gouvernement français qui a poursuivi la collaboration avec le régime raciste de Prétoria, jetait là le masque.

Aujourd'hui, Botha se retrouve face au front intérieur. Les réformes de façade entreprises par Botha n'ont semé aucune illusion parmi les masses sud-africaines dont le degré d'organisation va croissant. Si certains secteurs ne désespèrent pas de parvenir à un règlement négocié, à la manière de celui qui a vu le passage de l'ex-Rhodésie de Ian Smith au Zimbabwe de Robert Mugabe, le caractère explosif de la situation, les tensions sociales accumulées et l'intensité de la question nationale, rendent illusoire une telle issue.

Les masses sud-africaines ne veulent pas une réforme du régime, elles veulent abattre l'apartheid et l'exploitation.

J.-J. Laredo



Un piquet de grève des mineurs. Depuis six mois, ils sont en grève, le soutien des autres syndicats est déterminant pour eux.

GRANDE-BRETAGNE

Un congrès décisif

Un spectre hante la Grande-Bretagne, celui de la grève générale de 1926. Autour de la grève des mineurs et des dockers, la question de la riposte de l'ensemble du mouvement ouvrier est posée. C'est le centre du congrès du TUC.

Le 116^e Congrès des syndicats britanniques dans le TUC s'est ouvert lundi dernier à Brighton. Mille deux cents délégués représentant les dix millions d'adhérents sont réunis comme tous les ans, mais cette année, cela n'a rien de rituel. Le mouvement ouvrier britannique est à une étape cruciale de son histoire. N'en déplaise à tous ceux qui périodiquement enterrent la lutte des classes, l'enjeu du congrès est l'affrontement avec le patronat et le gouvernement Thatcher.

Dominant depuis six mois l'actualité, la grève des mineurs est au centre des débats. Les grévistes ont démontré leur détermination à aller jusqu'au bout, malgré les multiples privations et sacrifices qui leur sont imposés. Du congrès va sortir une réponse : le mouvement ouvrier britannique va-t-il aller jusqu'au bout pour la victoire ?

Les mineurs ont dit non aux fermetures de puits et aux dizaines de milliers de suppressions d'emploi alors que le chômage dépasse les trois millions de personnes et touche près de 13 % de la population active. Ils ont été confrontés à une violence policière héritée des pratiques britanniques en Irlande du Nord : deux morts, des centaines de blessés et 5 000 mineurs arrêtés. La grève coûte au patronat un mil-

liard et demi de livres, mais comme l'expliquait cyniquement le *Financial Times*, « S'il y a un investissement pour l'avenir à long terme de la Grande-Bretagne, c'est bien la lutte contre le Scargillisme. C'est un investissement qui justifie largement l'utilisation de fonds de réserve spéciaux. »

L'ennemi intérieur

Thatcher a en effet utilisé, comme pour la guerre des Malouines, des fonds de réserve. La comparaison avec le conflit avec l'Argentine a d'ailleurs été faite officiellement et les grévistes assimilés à l'ennemi intérieur. Thatcher déploie également ses policiers pour protéger les quelques mineurs qui ont accepté de reprendre le travail. Malgré les efforts de propagande de la direction des charbonnages, la campagne pour la reprise ne parvient pas à mordre.

La détermination des mineurs s'est trouvée renforcée par la décision du syndicat des dockers d'appeler à la grève (cf. *Rouge* de la semaine dernière) à la veille de l'ouverture du congrès de Brighton, ce qui a contraint Margaret Thatcher à annuler une tournée en Asie.

Le rapport de forces en faveur du NUM a été consolidé par la résolution adoptée par le Conseil géné-

ral du TUC le 31 août et soumise au congrès qui demande le respect des piquets de grève et leur non-franchissement par les affiliés du TUC et l'opposition à l'approvisionnement en charbon ou en fuel des usines et des centrales électriques. La résolution prévoit aussi le soutien financier au NUM de la part des autres syndicats.

La journée d'ouverture a été chaude, les congressistes huant ou acclamant les intervenants sur cette question.

Les fondements du syndicalisme

Les délégués qui ont voté à une écrasante majorité leur soutien aux mineurs ont hué Bill Sirs, dirigeant du syndicat de la métallurgie, qui affirmait que « les mineurs ne méritent pas le soutien des autres syndicats », tandis qu'Eric Hammond, du syndicat des centrales électriques lançait à la salle qui le conspuait que l'Angleterre allait être à genoux : « Hitler aurait été fier de vous tous ».

« Qu'y a-t-il d'anormal à demander au Congrès d'appuyer les fondements même du syndicalisme ? Quand des travailleurs sont en grève, on ne franchit pas les piquets », demandait Arthur Scargill à l'ensemble des délégués, sidéurgistes exceptés, qui l'ovationnaient.

De fait, l'aile la plus radicale du TUC semble avoir remporté la première manche face à la direction droitière. Le secrétaire général sortant, Len Murray, qui va prendre sa retraite s'était fait le champion au congrès de l'an passé du « nouveau réalisme ». Face à l'intransi-

gence du gouvernement Thatcher, il prônait le dialogue et le compromis. La grève des travailleurs du livre et de leur syndicat, le NGA, était sacrifiée sur cet autel à la fin de l'année dernière. Le Premier ministre britannique s'en trouvait conforté pour lancer une nouvelle attaque visant à interdire la syndicalisation du centre d'écoutes téléphoniques de Cheltenham. Cette attaque contraignait la direction du TUC à un début de riposte en trainant quelque peu les pieds.

Cette fois-ci, la puissance de la grève, contre vents et marées, ne laissait d'autre alternative à une direction soucieuse d'éviter un éclatement de la confédération, que de s'engager plus avant. La direction des charbonnages l'a compris qui a fait aussitôt savoir que les négociations avec le NUM allaient reprendre bientôt.

Reste à savoir l'étendue que va connaître la solidarité avec les mineurs. Les courants les plus radicaux du TUC et l'aile gauche du Parti travailliste veulent se battre pour une grève générale, seule capable de faire plier la dame de fer. La dernière qu'a connue la Grande-Bretagne en 1926 avait déjà pour point de départ la grève des mineurs qui, affamés, avaient repris le travail au bout de six mois. Aujourd'hui, la position des mineurs est beaucoup plus forte qu'à l'époque et l'approche de l'hiver va faire sentir encore plus durement au patronat le poids de la grève. Au bout du compte, et les mineurs en sont conscients, c'est l'avenir du mouvement ouvrier britannique qui est en jeu.

J.-J. Laredo

NICARAGUA

Un pays assiégé

Dans un article qu'il nous ont fait parvenir durant l'été, deux agronomes français travaillant dans le secteur de la réforme agraire au Nicaragua, témoignent de la dure bataille que livre aujourd'hui tout un peuple.

Les pressions de l'administration nord-américaine se font sentir de plus en plus durement au Nicaragua.

Sur le plan militaire d'abord. L'offensive de la contra, débutée en mars-avril 1984, la plus grande depuis le 19 juillet 1979, a été arrêtée mais n'a pu être repoussée complètement au Honduras et au Costa-Rica d'où elle provenait.

Mieux structurée, équipée d'armements modernes (jusqu'à des missiles sol-air, selon un journaliste italien présent lors des attaques contre San Juan del Norte), utilisant des systèmes de communication perfectionnés (décodeur électronique), et recevant un appui logistique aérien depuis les pays voisins où l'ARDE et le FDN ont leurs bases, la contra a pu se maintenir dans les régions frontalières du nord (Matagalpa, Jinotega) et du sud-ouest (Zelaya sud). Cela grâce à une puissance de feu supérieure lors des combats et à la possibilité de réaliser des dispersions tactiques suivies de regroupements, au lieu de prendre la fuite en débandade comme elle le faisait auparavant.

Harcèlement continu

Jusqu'à présent, elle n'a pas réussi à prendre de village ou à contrôler une portion de territoire. Mais elle continue à détruire des objectifs faiblement protégés : coopératives, dispensaires ruraux, infrastructure... et à assassiner tous ceux qui, d'une façon ou d'une autre, appuient le processus révolutionnaire (brigadistes de santé, « maestros populares », fonctionnaires...).

D'autre part, elle cherche à augmenter ses bases sociales dans la petite paysannerie. En effet, que ce soit par la contrainte ou par la peur des représailles, des paysans se sont intégrés dans ses rangs ou lui offrent un appui.

Sur le plan économique, la situation

aussi est critique. Les secteurs populaires voient s'accroître la pénurie de nombreux produits de consommation courante et de services. Il manque des médicaments, de l'huile, des haricots... Les vêtements sont chers, les logements difficiles à trouver, les moyens de transport plus rares.

La baisse de disponibilité de devises dans le pays en est, en partie, responsable. Le prix du coton et du café, principales exportations du Nicaragua, sur les marchés mondiaux, stagne, tandis que celui des intrants agricoles continue de subir de fortes hausses. Cette année, le volume exporté a baissé, les récoltes n'ayant pu se faire dans certaines zones montagneuses du nord.

Les rendements en coton ont été plus bas que prévu à cause notamment de retards dans les traitements insecticides. Le minage des ports des mois passés a ralenti l'activité d'exportation et en conséquence les entrées de devises.

En outre, la situation de guerre dévie une partie des devises vers la défense du pays : construction d'infrastructures, priorité de l'approvisionnement aux combattants... Pour donner un ordre d'idée, 25 % du budget est affecté à la défense. Il faut aussi reconstruire tout ce qu'a détruit la « contra ». Depuis le début de l'année, les dégâts matériels qu'elle a occasionnés s'élèvent à cent millions de dollars, soit un quart des exportations du pays.

Le Nicaragua a donc peu de moyens pour se procurer les pièces de rechange, les machines et autre moyens de production, ce qui affecte la production nationale de biens de consommation et de biens d'équipements très dépendante de l'extérieure. Il ne peut compléter les productions juste suffisantes du pays, par des importations, comme l'exigerait la demande fortement accrue depuis le 19 juillet 1979.

Enfin, la guerre a des conséquences directes sur la production des grains de base : des paysans sont mobilisés dans les « milices populaires territoriales », au détriment

des cultures ; l'assistance technique, les fertilisants, les pesticides n'arrivent plus aux producteurs ; les récoltes sortent difficilement des montagnes.

La réponse des sandinistes

La réponse du gouvernement sandiniste face à tous ces événements ne s'est pas faite attendre. S'appuyant sur les organisations de masse, les syndicats, le FSLN, les institutions de l'Etat, un certain nombre de mesures ont été prises.

Les bataillons de réserve sont de nouveau mobilisés. Dans les zones rurales menacées par la contra, les paysans militaires ont aussi été mobilisés pour quelques mois ; ce sont les femmes et les enfants qui s'occuperont des cultures. Les jeunes du service militaire patriotique sont envoyés massivement en renfort. Il s'agit de repousser la contra au-delà des frontières. Dans les zones plus difficiles à contrôler, des paysans ont été invités à se déplacer dans des lieux plus proches, où on leur remet des terres et des maisons.

« Patria libre o morir »

Chacune des sept régions du Nicaragua a été placée temporairement sous la responsabilité des commandants de la révolution. Parmi elles, deux régions, celle de Matagalpa-Jinotega et Boaco-Chontales ont été déclarées prioritaires. Elles bénéficient de mesures particulières pour ce qui touche à l'approvisionnement, au travail politico-idéologique, au système de transport et de

communication... En réponse à la propagande « anti-étatique », « anticollectivisation », « antisandiniste » réalisée par la contra chez les petits paysans, il a été décidé de remettre des titres individuels de propriété de façon généralisée. Cela s'accompagne d'un gros effort d'assistance technique, d'offre de crédits. Parallèlement, des terres seront remises aux paysans sans terre ou semi-prolétaires encore très nombreux dans la région. Fin 1984, 1,4 million d'hectares soit 25 % des terres agricoles auront ainsi été touchées par la réforme agraire, soixante mille familles paysannes, soit 40 % du total, en auront bénéficié.

En ce qui concerne les produits de consommation, le gouvernement a pris la décision de contrôler sérieusement leurs prix et leur distribution avec l'appui des Comités de défense sandinistes. Produits de base, sel, sucre, savon, huile, sorgho, riz, seront distribués par les canaux de l'Etat, de façon rationnée mais suffisante. D'autres produits, comme le papier hygiénique et le dentifrice, seront distribués de façon égalitaire à la population — urbaine en majorité — quand il y aura des devises pour les acheter, mais toute la demande ne sera pas satisfaite. Ces mesures visent à réduire les effets nocifs de la spéculation et de l'accaparement nés de la rareté de produits, et à tenter d'assurer une consommation minimum et équitable dans tout le Nicaragua.

Comme on le voit, c'est la survie de la révolution qui est en jeu. Et le mot d'ordre « Patria libre o morir » est plus que jamais d'actualité.

Christophe Maldidier
et Pierre Gerbouin



INTERVIEW D'UN DIRIGEANT DE LA SECTION CHILIENNE DE LA IV^e INTERNATIONALE

«Les couches populaires ont retrouvé confiance»

Nous avons interviewé un dirigeant du PSR, section chilienne de la IV^e Internationale, de passage en Europe. Il explique la situation au Chili après les « protestas » des derniers mois et le nouveau visage des forces politiques et du mouvement syndical.

• Quelle est la situation, après les « protestas » ?

Plusieurs facteurs permettent de comprendre les difficultés et la lenteur du processus de recomposition du mouvement ouvrier et populaire. La défaite historique, subie par les travailleurs après le coup d'Etat de 1973, fut immense. Le chômage touche plus de 30 % de la population et les conditions de travail se dégradent.

Mais, depuis plusieurs années, des organisations qui expriment l'attitude de secteurs de la population face à des problèmes spécifiques sont apparues. Il en fut ainsi des « sans-logis », des femmes,

Les couches populaires ont retrouvé confiance en elles-mêmes, parce qu'elles ont pu mesurer leur force.

des familles de prisonniers politiques et disparus, etc. Tout en exprimant un niveau de conscience et de combativité, de telles structures mettent aussi en relief le degré d'hétérogénéité du mouvement de masse. Leur caractère sectoriel restreint l'impact de leur action, dans d'autres secteurs de la population.

En 1977, les ouvriers les mieux organisés — les mineurs de cuivre — lancèrent les premières actions de résistance contre la dictature. A partir de 1978, après la promulgation du Plan Laboral, (ensemble de lois qui rétablirent le droit à la négociation collective et le droit de grève), l'activité et le niveau d'organisation se développèrent à une échelle beaucoup plus large, malgré le caractère restrictif des lois en question.

Vers la fin 1982 et le début de l'année 1983, un nombre important de grèves eurent lieu. Les porte-parole du gouvernement et des organisations bourgeoises — les directions réformistes y compris — furent unanimes — tout en partant de considérants différents — pour souligner la profondeur de ce processus qui échappait à tout contrôle.

Si l'on observe la succession d'organismes qui ont convoqué aux « protestas »

et autres manifestations depuis mai 1983, c'est-à-dire dans le court délai d'un an, une conclusion s'impose. La relation entre la base et la direction n'est pas cristallisée. Ainsi, les secteurs populaires se mobilisent sans se demander qui convoque, mais sans que cela implique la légitimation d'une direction quelconque.

Cependant, les couches populaires ont retrouvé confiance en elles-mêmes, parce qu'elles ont pu mesurer leur force. L'isolement a été brisé, les sentiments et les actions solidaires ont repris une place privilégiée dans la conscience des exploités.

Pourtant, vers la fin 1983, la participation aux « protestas » diminua, phénomène qui s'est accentué dans l'année 1984. Ceci s'explique — pour résumer notre pensée — par les conséquences de la défaite de 1973 qui n'ont pas encore été surmontées et par l'absence d'une perspective claire émanant de structures reconnues par les travailleurs comme les leurs.

De plus, malgré ces événements, la dictature garde intacte sa capacité répressive. Elle compte encore sur le soutien des secteurs fondamentaux de la bourgeoisie.

Nous ne partageons donc pas l'analyse selon laquelle mai 1983 a ouvert un processus qui doit aboutir linéairement à la chute de la dictature. Il y aura des hauts et des bas,

La dictature garde intacte sa capacité répressive.

des reflux et des réajustements, avant que les conditions nécessaires à la chute de la dictature soient réunies.

• La réorganisation et la réactivation du mouvement ouvrier et populaire sont-elles des conditions essentielles pour provoquer la chute de la dictature ?

Le poids de la défaite, la répression qui a décuplé et désarticulé les partis politiques, la clandestinité ont provoqué une rupture historique des liens entre le mou-



vement ouvrier et populaire et ses anciennes directions.

Le panorama des partis de la gauche traditionnelle est, pour le moins, attristant. La division et la multiplication des organisations ne s'arrêtent pas ; les pactes au sommet, sans la moindre base politique sont devenues monnaie courante. Les disputes pour les postes de direction s'accompagnent d'un comportement dirigiste à l'égard de la base, qui implique une répression contre les débats et les positions critiques.

Si l'on compare le programme de l'ancienne Unité populaire avec les positions actuelles des dirigeants de la gauche traditionnelle, on constate un tournant à droite, qui découle d'une adaptation réformiste aux condi-

tions créées par le coup d'Etat de Pinochet.

Profondément marquée par la volonté d'arriver à une solution

Le panorama des partis de la gauche traditionnelle est attristant.

non violente, la totalité des forces politiques — réformistes comprises — a passé des accords de sommet. L'idée de consensus national, la collaboration de classes, le pacte social sont consacrés comme le fondement de la démocratie à construire. Cela

explique la naissance de l'Alliance démocratique (formée de la Démocratie chrétienne, de diverses forces bourgeoises de droite et de plusieurs ailes de l'ancien PS). Cela explique aussi la pression du Mouvement démocratique populaire (MDP), composé du PC, du MIR et d'une aile du PS, pour intégrer l'Alliance démocratique. Il ne faut pas oublier que le « pacte social » établit explicitement la nécessité d'un accord avec les forces armées.

• Quelles sont les formes et le processus d'auto-organisation ?

Comme je l'ai déjà mentionné, de nombreux organismes sont nés pour défendre des revendications sec-

torielles. On peut citer, dans les quartiers populaires, par exemple, les comités de « sans-logis », les comités de chômeurs, les « soupes populaires », etc.

La discussion ouverte de tous les problèmes, la sanction collective de toutes les décisions, le changement immédiat des dirigeants qui n'assument pas les mandats décidés collectivement, assurent la plus large démocratie dans leur fonctionnement.

La nature de ces organisations explique leur capacité de mobilisation.

Les comités de « sans-logis » de la zone sud de Santiago réussirent l'organisation d'une occupation de terres qui mobilisa environ 10 000 familles.

Ainsi les comités de « sans-logis » de la zone sud de Santiago réussirent l'organisation d'une occupation de terres qui mobilisa environ 10 000 familles !

Pendant l'année 1982, une série de rencontres fut organisée à l'initiative de plusieurs syndicats de Santiago. Le résultat de ces rencontres fut la décision d'organiser une conférence intersyndicale métropolitaine (CIM). Elle eut lieu les 14 et 15 mai 1983 après une longue phase de préparation où la base des syndicats fut largement impliquée.

Première expérience de ce type après 1973, la conférence fut un succès malgré le boycott des grands courants politiques. Mais le plus significatif sont les résolutions qui furent adoptées : indépendance de classe, démocratie ouvrière, rejet de toute forme de collaboration ou de « pacte social ».

L'orientation correcte de cette conférence fut reprise comme plate-forme par le Commandement métropolitain des travailleurs (CMT) lors de sa constitution en décembre 1983. Le CMT est la riposte à la constitution (à l'initiative de la Démocratie chrétienne) du Commandement national des travailleurs, formé autour de la Confédération des travailleurs du cuivre. Le CNT s'inscrit dans le dialogue avec la dictature et le « pacte social ».

Il faut aussi mentionner la création d'un nombre très important de comités qui assument l'organisation et la mobilisation depuis 1983, à la base.

Propos recueillis par Julian Suarez

CAMP DES ORGANISATIONS DE JEUNESSE DE LA IV^e INTERNATIONALE

Un succès qui prépare l'avenir

Les organisations de jeunesse, liées à la IV^e Internationale, ont réussi leur pari : pendant une semaine, à la fin du mois de juillet, elles ont rassemblé non pas quatre cents jeunes, comme prévu, mais plus de six cents, venus des quatre coins de l'Europe et du monde. En effet, ont participé à cette initiative des camarades des USA, du Québec, de Bolivie, des Antilles et... du Japon.

Pendant huit jours, six cents jeunes ont fait vivre ce grand rassemblement pour la révolution : ils ont fait la cuisine, organisé la sécurité, tenu plus de soixante-dix ateliers de discussion sur la politique des gouvernements de gauche, sur le mouvement étudiant, sur le mouvement syndical et la jeunesse, sur la famille, sur la mort prochaine des sapins de la Forêt Noire rongés par la pollution, etc.

Ils se sont aussi appris la technique du labo-photo ; les jeunes femmes se sont entraînées dans un atelier de self-défense... D'autres sont allés voir les sources du Danube à quelques kilomètres. Et le soir, tout le monde se retrouvait à la discothèque et au bar, ou sous le grand chapiteau, monté par une équipe arrivée quelques jours avant, pour assister aux concerts des groupes venus avec les délégations française et allemande, et à la soirée Sarah Alexander. Pour beaucoup, le sommeil fut sacrifié. Les discussions entre délégations se prolongèrent tôt le matin.

Le réveil du camp se faisait au son de la musique traditionnelle jouée par notre camarade basque : Maïxu.

Pour faire fonctionner tout cela, chaque délégation était représentée dans l'assemblée

qui se réunissait, quotidiennement, en fin d'après-midi. Dans toutes les langues, étaient abordés les problèmes de la journée et l'organisation du lendemain.

Chaque matinée, une grande conférence se tenait, en traduction simultanée en trois langues. Ses sujets ? Ceux pour lesquels on a vu la jeunesse descendre dans la rue ces derniers mois : les vastes mobilisations antimissiles, avec des camarades arrivant de la conférence de Pérouse, des membres des organisations de jeunesse pour la paix de Grande-Bretagne et de Hollande, les camarades emprisonnés de Landau ; la solidarité avec les pacifistes de l'Est ; les mobilisations antiracistes avec des jeunes Antillais et Beurs ; l'oppression des femmes ; l'austérité avec des camarades belges qui ont organisé la marche contre le chômage.

Inutile de dire que le camp s'est conclu sur un meeting de la IV^e Internationale avec Ernest Mandel. A cette occasion, cinq motions furent adoptées pour fixer les perspectives de travail en commun, dans toute l'Europe : contre les missiles, contre le racisme, solidarité avec le Nicaragua, contre l'austérité, sur l'oppression des femmes, contre la répression au Pays basque, sur la grève des mineurs anglais, pour laquelle



plusieurs milliers de francs ont été collectés.

L'événement du camp fut la venue de Uriel Ortega, arrivant de Managua juste après l'anniversaire du 19 juillet. Tout avait été prévu pour lui faire un accueil triomphal. Durant plusieurs jours, chaque délégation avait appris l'hymne sandiniste grâce à l'aide des camarades de l'Etat espagnol et hollandais. Une manifestation s'est constituée pour fêter dignement la présence de la Jeunesse sandiniste. Une journée entière a été consacrée à la situation du Nicaragua, l'agression impérialiste, aux relations à entretenir entre les organisations

de jeunesse et la Jeunesse sandiniste et la perspective d'une prochaine tournée européenne.

La révolution nicaraguayenne aura trouvé dans ce camp ses plus fidèles et plus enthousiastes soutiens qui sauront développer la solidarité, mais aussi prendre exemple : la révolution, la lutte pour le socialisme, c'est possible !

Outre l'important succès que représente ce camp pour les organisations de jeunesse, c'est le principal bilan qu'il faut retenir pour en préparer un autre, bientôt...

Serge Emery

Uriel Ortega, représentant de la Jeunesse sandiniste, lors de son arrivée au camp où il a été invité. Photo du bas : l'un des nombreux forums de discussion.



Lettre du camp à Catherine, militante des JCR blessée en juillet au Nicaragua

Nous voulons te réaffirmer notre impatience à te savoir rétablie.

La tentative d'assassinat contre ta brigade est l'illustration concrète de la réalité et de la nature de l'agression de l'impérialisme au Nicaragua. Sa prétendue bataille pour la démocratie, c'est, tous les jours, l'activité des contras pour décimer la jeunesse nicaraguayenne au premier rang de la défense de la révolution, et c'est maintenant la volonté d'intimider la solidarité internationale

qui s'exprime au travers de l'offensive contre ta brigade.

La meilleure réponse, c'est le renforcement de notre travail de solidarité avec le Nicaragua et le Salvador, c'est d'être présents plus massivement dans les brigades.

Nous sommes plus que jamais déterminés à nous opposer de toutes nos forces à la politique de l'impérialisme en Amérique centrale. Les jeunes présents au camp international tenaient à te le dire et à te saluer chaleureusement.

Solidarité avec les peuples d'Amérique centrale en lutte !

Les organisations de jeunesse en solidarité politique avec la IV^e Internationale s'engagent pleinement pour soutenir politiquement, moralement et matériellement la lutte de libération en Amérique centrale. La tournée de deux membres de la Juventud sandinista en avril-mai 1984 à travers l'Europe a démontré notre solidarité concrète. Nous nous battons pour :

- Un front large de toutes les forces du mouvement de la paix et du mouvement ouvrier pour le soutien à la révolution en Amérique centrale.
- La formation d'autres brigades de travail pour le Nicaragua.

- Le soutien matériel à la résistance armée au Salvador.

- Une campagne d'information sur la situation réelle au Nicaragua contre les mensonges de la presse impérialiste. Les élections au Nicaragua, en novembre prochain, nous en donneront une nouvelle occasion.

- Nous essayons d'organiser une deuxième tournée de meetings.

Vive la solidarité internationale !
Vive la lutte des peuples d'Amérique centrale ! Barrons la route ensemble à l'intervention US et de ses alliés en Amérique centrale ! No pasaran !





Reprises

La Féline : entre le chef d'œuvre de Tourneur et son pitoyable remake, un gouffre qui impose l'évidence de la dégradation des formes cinématographiques. Ce n'est pas seulement la mise en scène qui disparaît mais toute idée de cinéma. *La Féline* reste l'un des grands films paradoxaux du cinéma

fantastique. « L'épouvante » n'y paraît que par l'ellipse, l'allusion. Tout juste si deux ou trois plans donnent à voir l'objet-sujet de cette épouvante. C'est un film qui n'a rien à vendre. Il ne revendique que la finesse de l'écriture, la perspicacité de la mise en scène. Une finesse égale, Wyler en fait

l'éclatante démonstration dans *l'Héritière* d'après Henry James. Nourrir cette histoire toute littéraire (un coureur de dot, une jeune fille de la bonne société, l'ambiguïté des personnages, des situations, des sentiments, le trouble de cette ambiguïté) d'images qui ne sont ni plus ni moins que de la pure magie descriptive, du pur bonheur romanesque, cela s'appelle aller au cinéma, voir un film, c'est bien, c'est rare.

L'Homme au complet blanc, d'Alexander Mackendrick, est un conte satirique qui mène la vie dure à certains aspects de la société industrielle. Sur le plan « éco-po », c'est un peu léger, entre cynisme et évangélisme. Un chimiste génial invente un tissu inusable. On voit les conséquences : fermeture d'usines, chômage, front commun des syndicats et des patrons contre ce fou à mi-chemin de Jésus et d'un martien. Alec Guinness en huluberlu messianique (Tournesol plus M. Hulot) est merveilleux et la satire des vieux et moins vieux crabes capitalistes impayable.

Si l'union patrons-prolos n'y est qu'une morale de fable, celle patrons-prolétaires de *Metropolis* est de l'idéologie pure et dure. Tout a été dit sur le sujet mais le film de Lang reste un monument de l'histoire du cinéma. Là où rien ne va plus c'est lorsque ce Giorgio Moroder s'arroge le droit de faire main basse sur le film. Pour le colorer et pour le mettre en « musique » : tripatouillages, boucan. Qu'il soit fait appel au show-biz américain le plus tapageur pour « rajeunir » Fritz Lang est en soi une bonne farce. A l'usage de qui ? La collaboration de classes, avouée par Lang, restait dans l'image réelle de *Metropolis* problématique. Elle est ici noyée dans une mōzik reaganienne exclusive de toute critique.

P. G.

Meurtre d'un bookmaker chinois

Le film est construit sur les bas-côtés du polar, d'un point de vue qui, lui aussi, se situe sur les bas-côtés des voiries royales de la cinématographie. Le titre dit exactement ce dont il s'agit sauf que Cassavetes n'a pas d'attitude globale, dominatrice sur les gens, la ville, le milieu. Il n'en a pas non plus sur les acteurs laissés à une part d'improvisation fructueuse. L'absence de point

de vue dominateur laisse la place à un travail de repérage des énergies perdues, des hésitations qui échappent d'ordinaire aux fictions qui se placent tout de suite au-dessus de la mêlée. Le policier américain est devenu une grande coquille vide, défait sous les coups du tape-à-l'œil. Cassavetes remplit un peu ce grand vide, rusé, par en dessous.

Piotr Gourmandisch

Tartuffe

Molière, Depardieu, Tartuffe : monstres sacrés entre eux. Le résultat est à la hauteur. La très grande clarté de la mise en scène, contenue dans une austérité qui rend au texte de Molière toute son acuité, dépouille Tartuffe et ses victimes du fatras « bouffe » où souvent on le noie. Plus qu'à rechercher ce qui dans *Tartuffe* serait encore ou toujours « moderne », Depardieu s'efforce de parvenir à une

autre compréhension du personnage. C'est un vampire ! Apparitions silencieuses, présence suave, noir du costume, pâleur du visage, éclat rouge des lèvres. Cette idée domine tout le film et transforme le thème « minimum » de l'hypocrisie en une fatalité presque tragique. On se souvient alors que Murnau, l'auteur de *Nosferatu*, avait réalisé une libre adaptation de la pièce.

P. G.

L'affaire Cicéron

Dans l'histoire des relations complexes, conflictuelles souvent, qui s'établissent entre le livre et son adaptation cinématographique, *L'affaire Cicéron* fait figure de modèle : rarement œuvre écrite aura subi avec autant de complaisance la fascination de son prolongement à l'écran. Pour l'éternité, l'espion Elysea Bazna, connu sous le nom de code Cicéron, aura l'élégance et la condescendance narquoise de James Mason, le héros du film de Mankiewicz.

L'affaire Cicéron : la plus spectaculaire affaire d'espionnage de la Seconde Guerre. En octobre 1943, la machine de guerre nazie se disloque. Les Américains ont débarqué

en Italie. L'URSS contre-attaque. Pays neutre, la Turquie est au centre de toutes les magouilles. Ankara, nid d'espions. Le valet de chambre de l'ambassadeur de Grande-Bretagne est ambitieux. Il a besoin d'argent. Pendant six mois, avec un petit Leica, il va mitrailler le contenu du coffre de son employeur. La pellicule, il la vend aux Allemands. Moyzisch, l'auteur du livre, n'est autre que le « contact » de Cicéron à l'ambassade d'Allemagne.

Il se fait grassement payer. En tout, 200 000 livres. Il s'offre des chemises de soie et rêve d'un smoking blanc sur fond de palace exotique. Il devra déchanter. Les Allemands ont payé en monnaie de

singe des renseignements géniaux qu'ils n'ont jamais utilisés.

Moyzisch aura beau faire, le visage de Mason hante ses souvenirs. A la fin, quand il apprend la vérité, rappelez-vous. Il rit. Il n'y a rien d'autre à faire. Le rire, en quelque sorte, c'est la revanche du valet de chambre arménien. Et celle de Bazna, par la même occasion, Bazna, le « vrai » Cicéron. Il est mort, vous l'avez deviné, devant un portrait de James Mason en smoking blanc.

Iawa Tate

● *L'affaire Cicéron*. L. C. Moyzisch. (Série B — Bourgois)



● **Samedi** 20 h 35 *la Bohémienne* de J. V. Horne avec Laurel et Hardy... Gaffe à la version doublée !

● **Dimanche** 20 h 35 (TF 1) *le Bon, la Brute et le Truand* de S. Leone avec Clint Eastwood, E. Wallach. Parodie sommaire et irritante du mythe westernien, de ses tics, décors et personnages. Leone est bien mieux inspi-

ré dans la démesure ou le lyrico-bouffon (cf. *Il était une fois la révolution* ou son premier western « spaghetti » : *Pour une poignée de dollars*). Restent l'humour, et cette aride crudité (cruauté ?) qui furent les marques de fabrique d'un genre (italien ou espagnol) dont le seul mérite fut de ne donner jamais aucun chef-d'œuvre.

22 h 35 (FR 3) *Une poule, un train et quelques monstres*, titre prévertien pour *Vedo Nudo* (1969), film à sketches de Dino Risi, avec Nino Manfredi et Sylva Koscina. Une des dernières grandes comédies du maître incontesté de la comédie italienne, et l'illustration d'un genre (le film à sketches), spécialité aussi savoureusement transalpine que l'osso bucco ou le vin de Lambrusco.

● **Lundi** 20 h 35 (FR 3). Le choix entre un mauvais Boisset, (*la Clé sur la porte* — TF 1), consacré à un sujet qui méritait mieux, et à la nième version de Car-

men (*la Tragédie de Carmen* — A 2) dans une adaptation trop longue mais intéressante de Peter Brook.

● **Mardi** 20 h 35 (FR 3) *le Désert des Tartares*, adaptation plate et littérale du roman de Dino Buzzati par Valerio Zurlini (l'un des anciens « papes » de la « nouvelle vague » italienne...). Les costumes de Jacques Perrin, Max von Sidow, F. Rey, F. Rabal, V. Gassman, sont superbes, quant à l'adaptation, on pense plus au « Zangra » de la chanson de Jacques Brel qu'au chef-d'œuvre de Buzzati. Surtout qu'au lieu de filmer l'interminable attente, Zurlini a

filmé l'arrivée des Tartares ! (un peu comme si à la fin de *l'Espoir*, les républicains espagnols gagnaient la guerre !).

● **Mercredi** 22 h 30 (FR 3) premier des six épisodes, de la version télé intégrale, de *Scènes de la vie conjugale* d'Ingmar Bergman. Abstraction faite de la fantastique performance d'acteurs, et donc du travail de direction effectué par Bergman, il reste un constat implacable et pessimiste de la crise du couple dans le cadre de la civilisation occidentale, crise vue par l'un des plus terribles entomologistes du genre humain.

● **Vendredi** 20 h 35 (FR 3), le magazine *Vendredi* propose un sujet tabou, consacré à l'inceste à travers l'histoire d'amour d'une sœur et d'un frère.

23 h 05 (A 2) Hallelujah !... Le premier film intéressant de tout l'été au cinéma club d'A 2 de Cl.-J. Philippe, qui après avoir aligné des nullités courant juillet-août, propose ce soir *l'Enfance nue* de Maurice Pialat. Premier film et fantastique leçon de cinéma direct sur l'enfance abandonnée, d'un cinéaste parmi les plus originaux et les moins aimés du cinéma français...

Michel Laszlo



Assemblée générale d'«Unita Naziunalista», liste animée par le MCA, le dimanche 29 août.

Les nationalistes corses ont gagné leur pari

On ne peut ramener le bilan des élections régionales à un simple affrontement droite-gauche. Le vrai clivage et vrai enjeu était dans le maintien de l'hégémonie des clans. Le gouvernement a perdu son pari : barrer la route de l'assemblée aux nationalistes

« Jean-Paul, s'il te plaît, allume un cigare ! », vient de s'écrier « François » dans l'ancienne salle de restaurant du Grand Hôtel d'Ajaccio, un décor désuet pour cette séance d'ouverture de l'Assemblée régionale...

Le lieu symbolise bien le peu de pouvoir réel de ce super conseil régional, élu au suffrage universel, réponse donnée en 1982 à l'exigence de statut particulier pour la Corse. Les chaleureuses félicitations adressées par François... Giacobbi du MRG à Jean-Paul... de Rocca-Serra du RPR, pour son élection, expriment à merveille l'entente entre les chefs des deux principaux clans qui se partagent le pouvoir dans l'île. Loin de remettre en cause le pouvoir claniste, cette assemblée a été bel et bien « digérée » par lui.

Derrière les deux principaux « partis », le MRG et le RPR, se cache le maintien de la structure claniste traditionnelle. Ainsi, les deux figures historiques de cette Assemblée, Giacobbi et Rocca-Serra « descendent » tous deux de familles de notables qui ont maintenu leur pouvoir dans l'île depuis des lustres par un système de service rendu à leur clientèle. Celui-ci permet une réélection assurée en échange de pensions, subventions, emplois. Les méthodes se sont peu modifiées depuis la deuxième moitié du XIX^e siècle. Sous Napoléon III, l'arrière-grand-père de Rocca-Serra, Séverin Abbattucci, était déjà député. En 1898, Marius Giacobbi, grand-père de François, rentrait au Sénat.

D'ailleurs, Jean-Paul et François commencèrent tous deux leur carrière au milieu des années cinquante sous la même étiquette radical-socialiste. Etiquette qui, à

la même époque, était aussi celle d'Arrighi, élu sur la liste du Front national.

L'audience électorale ne recoupe donc pas des courants d'idées dans l'île, mais une influence qui se nourrit aux mêmes sources et se répartit harmonieusement dans les villages de l'île, en incluant leurs alliés respectifs.

Des forces extérieures aux clans

En dehors d'un PS squelettique, seuls échappent à cette règle, le Parti communiste, les nationalistes et le Front national. Les voix qu'ils obtiennent sont l'expression de votes politiques.

Aussi, le premier constat à faire après le 12 août doit l'être à cette échelle. Quelle est la part du vote des clans ? Elle est, pas de doute, encore majoritaire, mais, à côté d'elle, se maintiennent ou s'affirment de nouvelles forces.

Le PCF, qui s'est fait une place en Corse à travers le rôle qu'il a joué dans la Résistance, a dû s'affirmer contre les clans. Longtemps seul véritable parti dans l'île, son combat lui assure un maintien de l'électorat que ses collègues du continent peuvent lui envier. Mais le PCF en se déclarant hostile à toute logique d'autonomie ou d'indépendance, en étant premier défenseur de l'Etat français, se retrouve bien souvent allié avec les clans, relais de la France dans l'île. Contradiction durement vécue par de nombreux militants. A Ajaccio, une partie des militant PCF n'ont pas hésité, cette fois-ci, à voter pour la liste « Unita Naziunalista ».

Le Front national a maintenu en août un score qui a surpris. Essentiellement, ce

résultat provient de couches relativement indépendantes des clans : petits commerçants, militaires ou agriculteurs de la plaine orientale hostiles à tout particularisme. Pour répondre aux vœux de son électoral, le Front national devrait s'affirmer comme une force réactionnaire française, indépendante du jeu claniste. La personnalité même d'Arrighi, le soutien apporté à Rocca-Serra, et la participation au bureau de l'Assemblée dessinent plutôt aujourd'hui une évolution inverse, ou du moins l'éclosion de contradictions importantes au sein du Front national en Corse.

Les nationalistes ont relevé le gant

Le projet d'assemblée régionale aurait, en 1982, inquiété les clans, habitués à ce que les rapports entre eux et l'Etat ne soient ni l'occasion ni l'enjeu d'un débat public. Une telle assemblée, si elle avait vraiment eu un pouvoir sur le territoire corse, obligeait les clans soit à exprimer leurs communautés d'intérêt sur tout ce qui touche l'île, soit à des affrontements sur des questions insulaires, choses refusées depuis toujours. Cette « ouverture » risquait donc de faire la part belle à des forces politiques.

Heureusement pour eux, le pouvoir socialiste a refusé tout pas réel vers l'autonomie, toute remise en cause du pouvoir claniste. En particulier, il s'est refusé, hier comme aujourd'hui, à une refonte des listes électorales, qui eût été un crime de lèse-majesté vis-à-vis des clans.

Ce choix étant fait, il fallait juguler la poussée nationaliste. Le gouvernement pensait que le refus de la CCN de se confronter à l'assemblée en 1982 (1), la campagne IFF (I Francesi fora — Les Français dehors) menée en 1983 par le FLNC avait définitivement isolé le mouvement. Broussard croyait pouvoir assimiler le FLNC à un simple mouvement terroriste...

Mais au-delà de leurs erreurs, les organisations du mouvement nationaliste s'appuient sur une réalité profonde : le refus de la désertification des montagnes, de la désindustrialisation de l'île, la volonté de l'expression de la culture et de la langue corse, le refus de la mainmise des clans sur

la vie de l'île, le refus de l'exode forcé pour les jeunes.

De nombreux indices ces derniers mois ont montré sur de nombreux terrains le poids du combat nationaliste et ses capacités de polarisation de la jeunesse. Ainsi les multiples occupations de terres par les jeunes agriculteurs, la place prise dans plusieurs entreprises par le STC (syndicat des travailleurs corses) impulsé par les nationalistes.

En 1982, l'UPC d'Edmond et Max Siméoni avait polarisé cette aspiration. En deux ans, le crédit de ce mouvement s'est épuisé. Mettant tous ses espoirs dans le statut particulier et le dialogue avec le gouvernement de gauche, il ne pouvait que décevoir nombre de ses électeurs.

Le danger était donc réel qu'en l'absence de liste commune de tout le mouvement national, d'une liste corse unitaire, aucune des trois listes en présence ne franchisse la barre des 5 % (2). C'eût été un succès pour Broussard, Giacobbi et Rocca-Serra.

Cela n'a pas été le cas. Malgré sa chute, l'UPC a maintenu trois élus et le MCA a su s'affirmer comme une force politique dans toute l'île. Même s'il avait dès le début de la campagne refusé toute alliance avec les courants qui expriment leurs critiques vis-à-vis du rôle et de la tactique du FLNC, la campagne de « Unita Naziunalista » a su rassembler autour d'elle la plupart des forces vives du mouvement. En témoigne une campagne dynamique dans toute l'île, l'organisation de multiples réunions où même les forces hostiles aux nationalistes ont été obligées de venir apporter la contradiction.

En témoigne aussi l'assemblée de bilan de « Unita Naziunalista », rassemblant des centaines de militants dont beaucoup extérieurs au MCA.

Le mouvement nationaliste a gagné le pari. Il va devoir prouver ses capacités à maintenir et développer ce capital de confiance.

Laurent Carasso

(1). En 1982, la CCN avait appelé au boycott des élections régionales. Le MCA a succédé à la CCN après sa dissolution en 1983.

(2). « A Fiumara », groupe marxiste révolutionnaire corse qui entretient des liens fraternels avec les CCR a mené campagne pour le vote corse (MCA-UPC, MCS, PPC).